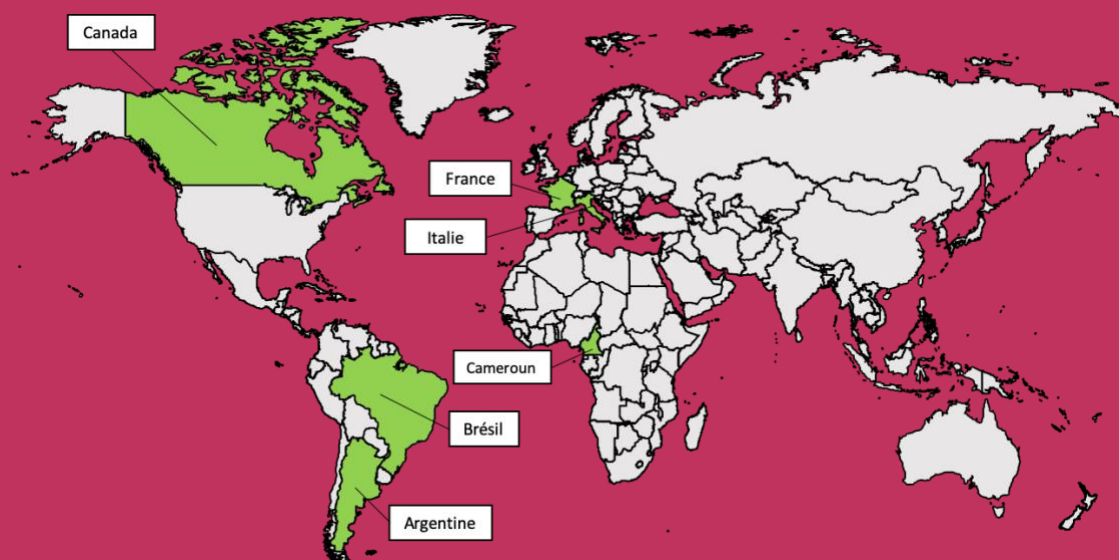


Flash International : Impact de la crise sanitaire du Covid-19 sur la résilience des systèmes alimentaires



Vincent Bosiger
Fanny Brechignac
Sabine Buisson
Lucie Desmoulins
Adeline Pacaud
Maud Sardin
Alicia Vigeon

Promotion ACTERRA 2019-2020

Rapport remis le 14 Juin 2020
Module « **Flash International** »
Responsables du module : Philippe CHAMBON, Sylvie LARDON

Table des matières

Remerciements	3
Introduction	5
<i>Chapitre 1 : Les enjeux alimentaires directs révélés par la crise sanitaire du Covid-19</i>	<i>8</i>
1.1. Les enjeux révélés ces trois derniers mois	8
1.1.1. Maintenir la fonctionnalité des maillons de la chaîne des systèmes alimentaires	8
1.1.2. L'enjeu de la sécurité alimentaire des territoires	9
1.1.3. Les enjeux sociaux liés à la précarité alimentaire : une alimentation de qualité pour tous et la gouvernance associée	10
1.1.4. Les modes de consommation	11
1.2. Enjeux structurels : assurer la transition des territoires	13
1.2.1. Repenser le système alimentaire	13
1.2.2. Place de l'individu dans les systèmes alimentaires	15
1.3. Conclusion	16
<i>Chapitre 2 : Gestion de la crise à l'étranger</i>	<i>17</i>
2.1. Contexte de la dimension internationale de l'étude	17
2.2. Comparaison des dynamiques territoriales autour des enjeux conjoncturels	19
2.2.1. Maintenir la fonctionnalité des maillons de la chaîne des systèmes alimentaires - Quelles spécificités pour quel pays ?	19
2.2.2. La sécurité alimentaire : conséquences et réponses	20
2.2.3. Les modes de consommation	22
2.3. Résilience des territoires sur les dynamiques alimentaires : regards croisés	22
2.4. Conclusion	25
<i>Chapitre 3 : Pistes d'actions opérationnelles</i>	<i>26</i>
3.1. Enjeu 1 : Maintenir le fonctionnement de la chaîne de valeur alimentaire	28
3.2. Enjeu 2 : Enjeux sociaux et de précarité alimentaire	32
3.3. Enjeu 3 : Adaptation des modes de consommation	35
3.4. Enjeux multiples : Maintenir le fonctionnement de la chaîne de valeur alimentaire et adapter des modes de consommation	38
3.5. Enjeux multiples : Maintenir le fonctionnement de la chaîne de valeur alimentaire, enjeux sociaux liés à la précarité alimentaire et adaptation des modes de consommation	41
Conclusion générale	42
Bibliographie	44

Remerciements

Les étudiants de la promotion Acterra 2019-2020 remercient l'équipe pédagogique d'AgroParisTech et notamment Philippe Chambon et Sylvie Lardon, pour avoir, au pied levé, trouvé un sujet qui puisse entrer dans le cadre du Flash International, alors que les conséquences de la crise sanitaire du Covid-19 étaient encore inconnues. La promotion Acterra regrette fortement de ne pas avoir pu se rendre en Guadeloupe, comme il était prévu, mais a pris beaucoup de plaisir à rencontrer, par visio, les enseignants chercheurs dans les 6 pays qui ont été sollicités et à travailler sur les sujets d'alimentation en temps de crise.

Nous remercions donc vivement les enseignants-chercheurs et les différents intervenants qui ont été sollicités pour échanger avec notre promotion par visio-conférence pour leur disponibilité, leur pédagogie, et l'exercice difficile d'analyse de la situation alimentaire et sanitaire de leur pays sans beaucoup de recul. Merci donc à :

- Christophe ALBALADEJO, chercheur français à l'INRAE en poste à La Plata, Argentine, et membre du laboratoire AGRITERRIS (activité agricole, territoires et systèmes agroalimentaires localisés) ;
- Yuna CHIFFOLEAU, directrice de recherche en sociologie à l'INRAE, Montpellier, France, spécialisée dans les systèmes alimentaires durables ;
- Martin CLOUTIER, enseignant chercheur à l'UQAM, Canada, spécialisé dans l'agro-économie, le management stratégique et l'innovation des territoires ;
- Luciano COPELLO, habitant de la région de Buenos Aires en Argentine, ancien auditeur ACTERRA et membre du laboratoire AGRITERRIS ;
- Rosalia FILIPPINI, enseignante-chercheuse à l'Université de Milan (Italie), spécialisée dans les questions d'agriculture périurbaine ;
- Vanessa ICERI, habitante du Brésil et ancienne doctorante en systèmes alimentaires à l'UMR Territoires, Clermont-Ferrand ;
- Hervé TCHEKOTE, enseignant chercheur en géographie à l'Université de Dschang, Cameroun.

Nous souhaitons aussi remercier chaleureusement les professionnels des différentes collectivités qui nous reçoivent en mission professionnelle et que nous avons interviewés sur leur gestion de la crise sanitaire du Covid-19 :

- Stéphanie CHOLET, Responsable mission économie - Communauté de Communes de Mayenne (53) - Mayenne - Pays de la Loire,
- Angèle DRANSART, Animatrice de l'Association pour le Développement de la Monnaie Locale (ADML) dans le Puy-de-Dôme,
- Jean-Marc DUMONT, Président de la CCBB et Magalie DECERLE, DGS - Communauté de Communes Bocage Bourbonnais (03) - Allier,
- Claire MARTINEZ, Chargée du développement durable Communauté d'Agglomération St Quentin en Yvelines (78) – Yvelines,
- Magali MASSOT, Responsable de la stratégie alimentation durable, Adjointe à la division alimentation durable de Ville de Paris (75) - Ile de France.

Enfin, nous remercions les enseignants-chercheurs et ingénieurs d'AgroParisTech qui ont assisté à notre rendu par visio-conférence et qui ont nourri nos réflexions par leurs questions et leurs commentaires :

- Philippe CHAMBON
- Cécile COT
- Karim BERTHOME
- Cécile FERRIEUX
- Sylvie LARDON
- Chloé TANKAM

Introduction

La crise sanitaire planétaire du Covid-19 semble avoir débuté à partir de décembre 2019 en Chine. Ce virus serait issu d'un contact rapproché entre des humains et un animal porteur du virus¹. Cette crise sanitaire a provoqué et provoque encore la contamination voire le décès d'un nombre important de personnes, avec près de 450 000 décès recensés dans le monde mi-juin 2020². Afin de limiter la diffusion du virus et soutenir les systèmes de santé, des mesures ont été prises par de nombreux gouvernements dans le monde.

Les conséquences de ces mesures inédites ont été multiples : fermeture des frontières, confinement des populations, privation de liberté de circuler, fermeture des entreprises, écoles, associations, lieux de culture, etc. S'en est suivi un fort ralentissement, voire un arrêt de l'économie de marché et un nombre important de personnes se sont retrouvées, et se retrouvent encore, sans emploi, au chômage partiel³, ou pour les plus chanceux, en télétravail.

Véritable moment de rupture, la crise peut révéler les défaillances des gouvernants. Agissant comme un révélateur, elle a un effet accélérateur des dynamiques sous-jacentes déjà à l'œuvre. Une crise de confiance peut émerger, souvent attribuée à l'impuissance des pouvoirs publics pour protéger les populations. Ainsi, le contexte sociopolitique du pays, au moment où surgit la crise, met l'accent sur la vulnérabilité de la société touchée. Le phénomène de crise recouvre trois effets possibles : une déstabilisation politique et économique, une mobilisation sociale et une capacité réformatrice liée à la recherche de solutions par la puissance publique. Aujourd'hui, la crise devient un phénomène de plus en plus complexe, car le problème ne se réfère plus uniquement à l'évènement (virus Covid-19) mais surtout au système qui engendre la crise (le système économique et sanitaire).

A titre d'exemple, la population Française a été confinée du 17 mars 2020 au 11 mai 2020, soit environ 2 mois. La crise sanitaire a débuté alors que le gouvernement se trouvait affaibli par la crise des gilets jaunes qui a émergé en 2019, puis par les manifestations contre la réforme des retraites en novembre 2019, qui ont paralysé les réseaux de transports du pays, ainsi que par les manifestations des soignants demandant des moyens pour l'hôpital. La France se portait économiquement plutôt bien, malgré les fortes tensions sociales présentes dans le pays. Les territoires, et notamment les communes, ont été très sollicités durant la crise des gilets jaunes. Encore aujourd'hui, pour la mise en place de relais sur le territoire durant le confinement et la prise en compte des mesures de "déconfinement", les collectivités territoriales sont mises en avant.

La crise sanitaire actuelle a réactivé des enjeux qui, même s'ils existaient avant cette crise, s'expriment aujourd'hui avec une ampleur plus forte. Cette crise sanitaire a eu comme conséquence première l'arrêt brutal d'une économie néo-libérale basée sur des échanges mondialisés. Cette situation inédite a accentué des menaces et des risques, qui pesaient notamment sur l'alimentation, partout dans le monde, en fonction des différents contextes sociopolitiques et économiques.

Dans ce contexte, la promotion ACTERRA 2019-2020 a effectué à distance en mai 2020, une semaine après le début du "déconfinement", un module "Flash International" et a tenté de mettre en

1 Une grande prudence est de mise sur ces informations qui font l'objet de véritables guerres de communication entre la Chine et les autres pays du monde.

2 D'après le Center for systems science and engineering de l'Université de Johns Hopkins (<https://gisanddata.maps.arcgis.com/apps/opsdashboard/index.html#/bda7594740fd40299423467b48e9ecf6>)

3 Le chômage partiel ou bien les aides économiques aux personnes au chômage ne sont pas présents partout, ils dépendent d'un certain nombre de facteurs (mesures de confinement, politique sociale de l'état...)

perspective les différentes situations alimentaires des territoires. La promotion s'est intéressée plus précisément aux impacts de la crise sanitaire sur les dynamiques territoriales d'alimentation afin d'en dégager les enjeux à l'échelle nationale et internationale et d'analyser la résilience des territoires. Cette résilience, dont la notion nous paraît importante à définir ici, se conçoit comme *“la capacité d'un système alimentaire et de ses différents éléments constitutifs à assurer la disponibilité d'une nourriture adaptée, accessible et en quantité suffisante pour tous, dans un contexte de perturbations variées et imprévisibles”*⁴.

Afin de répondre à l'ensemble de nos interrogations, les auditeurs ont analysé la bibliographie présente en ligne : articles de journaux, émissions audios et visuelles, articles scientifiques étayant la relation entre crise sanitaire et enjeux alimentaires. Des conférences-débats ont été organisées avec six intervenants et enseignants-chercheurs à travers le monde : Brésil, Italie, Argentine, Canada, France et Cameroun, sur la base de grilles d'entretien afin de pouvoir analyser les interventions. Les auditeurs ont mis en place une grille de recueil des initiatives locales, en se basant sur leurs vécus professionnels durant la crise, et ont interviewé trois collectivités territoriales, afin de recueillir des actions et initiatives opérationnelles mises en place par les territoires.

Nous proposons l'identification et l'analyse des enjeux des systèmes alimentaires durant la crise sanitaire en prenant deux échelles temporelles : d'une part les enjeux révélés par des éléments conjoncturels dus au contexte de crise sanitaire, d'autre part les enjeux économiques, sociaux, environnementaux de plus long terme qui se sont manifestés comme des évidences pour un bon nombre de scientifiques, philosophes, politiques, citoyens, acteurs institutionnels....

Dans un premier chapitre, un travail de synthèse explorera les enjeux de la sécurité alimentaire du mois de mars au mois de mai 2020, qui ont mis en exergue les forces et les faiblesses du système alimentaire actuel. D'autre part, nous aborderons les questions d'autonomie et de souveraineté alimentaire qui, sur le long terme, pourraient parvenir à répondre aux faiblesses du système alimentaire actuel et aux inégalités économiques, sociales, sociétales.

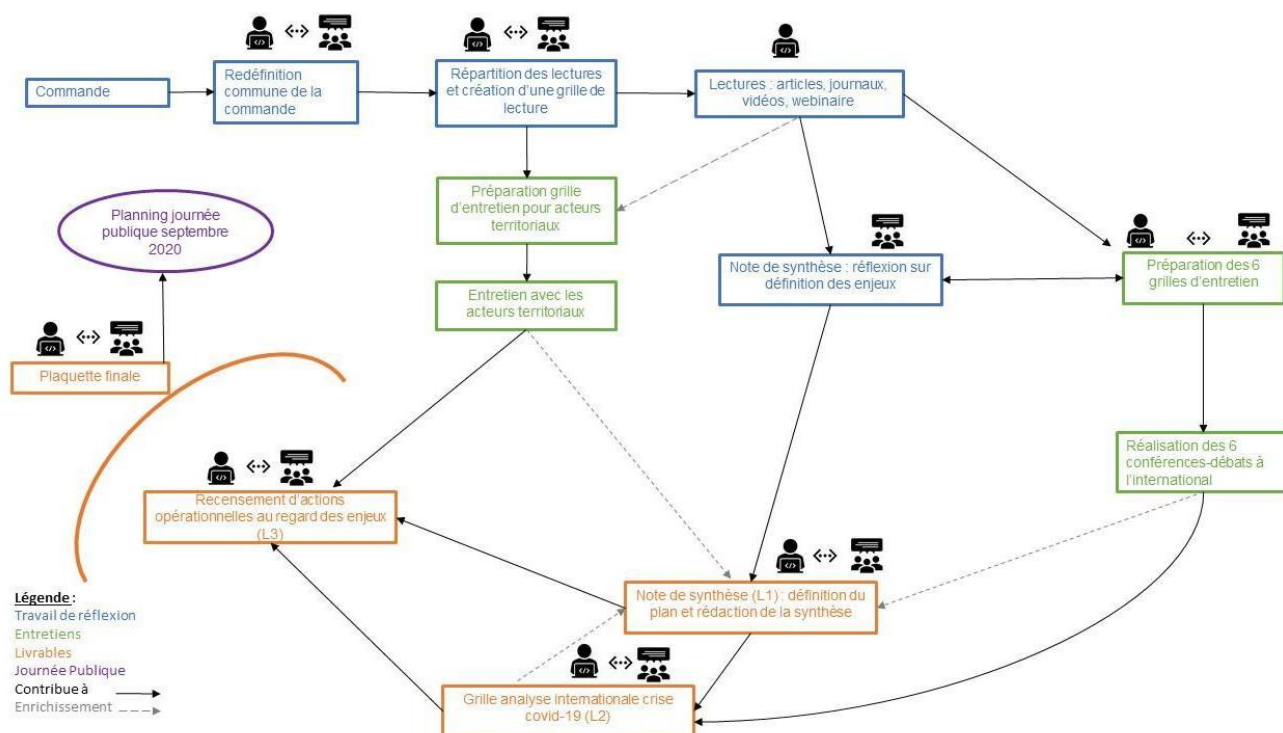
Dans un deuxième chapitre nous mettrons en avant, par un travail comparatif, les éléments de gestion de crise perçus lors des entretiens avec les intervenants au Brésil, Italie, Argentine, Canada, France et Cameroun. Nous procédons à une comparaison des dynamiques alimentaires conjoncturelles de ces six pays en nous intéressant aux différentes échelles d'actions présentes sur les territoires. Nous concluons cette partie avec un regard croisé portant sur la notion de résilience des systèmes alimentaires, que nous avons caractérisée pour chacun des territoires.

Enfin dans un troisième et dernier chapitre, sous forme d'un tableau d'analyse à différentes entrées, nous présentons les actions opérationnelles concrètes déployées sur les territoires français et internationaux, à différentes échelles, pour faire face aux conséquences de la crise sanitaire sur les systèmes alimentaires.

Afin d'avoir un regard global sur le déroulé de ce module Flash International et de constater les interactions que nous avons eu entre la réflexion et la rédaction des différents chapitres ci-dessus, nous vous proposons un itinéraire méthodologique des deux semaines de travail :

4 Tendall, D. M., Joerin, J., Kopainsky, B., Edwards, P., Shreck, A., Le, Q. B., Six, J. (2015). Food system resilience: Defining the concept. *Global Food Security*, 6, 17-23

Itinéraire Méthodologique du module Flash International



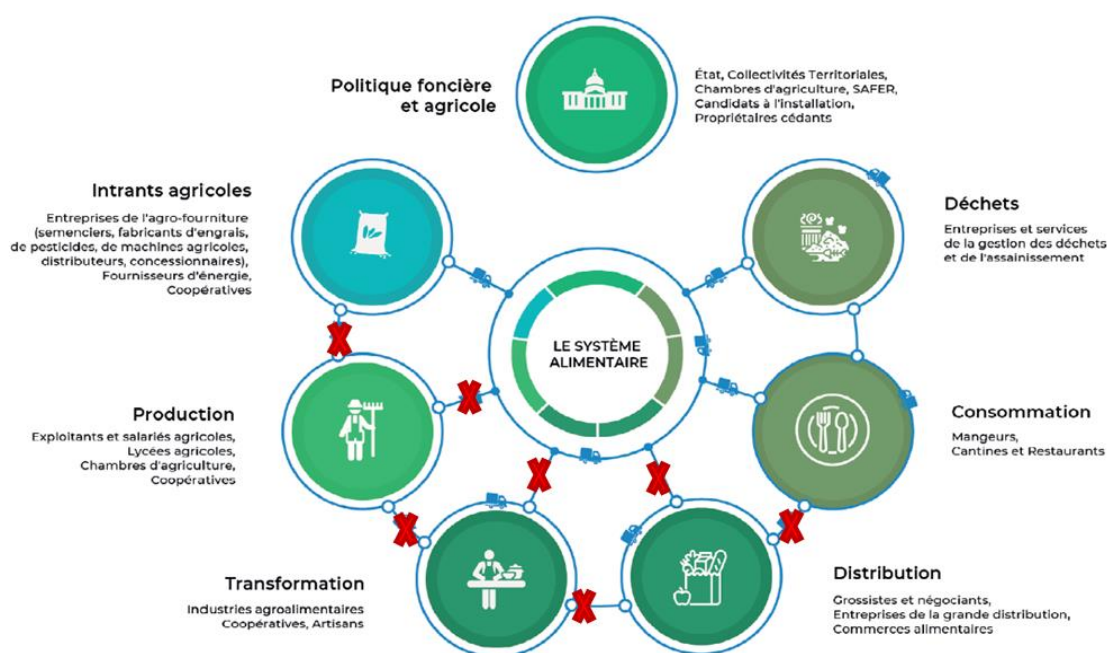
On constate par cet itinéraire méthodologique que nos lectures, nos entretiens avec les six intervenants à travers le monde et ceux avec les territoires locaux en France se sont nourris entre eux. La rédaction de la note de synthèse (chapitre 1) et la grille d'analyse internationale (chapitre 2) sont le résultat de la prise en compte de l'ensemble de ces éléments que nous avons confrontés et dont nous avons su tirer des enseignements. La note de synthèse et la grille d'analyse internationale sont venues s'ajouter aux entretiens avec les acteurs français locaux afin de construire le chapitre 3.

Chapitre 1 : Les enjeux alimentaires directs révélés par la crise sanitaire du Covid-19

1.1. Les enjeux révélés ces trois derniers mois

1.1.1. Maintenir la fonctionnalité des maillons de la chaîne des systèmes alimentaires

Notre travail bibliographique a permis de révéler que les ruptures à divers points du système alimentaire étaient un enjeu fort, immédiat et pouvant être mis en lien direct avec la crise actuelle. Ce système alimentaire peut se définir comme “la manière dont les hommes s’organisent, dans l’espace et dans le temps, pour obtenir et consommer leur nourriture”⁵.



La crise actuelle a démontré très rapidement la trop forte dépendance de notre système alimentaire aux chaînes globales de valeur des filières, longues, fragmentées et soumises aux spéculations sur les marchés physiques et financiers. Ainsi, bien que globalement la plupart des chaînes alimentaires semblent avoir résisté pendant la crise, leur vulnérabilité révélée constitue un enjeu majeur pour la sécurité alimentaire des pays.

Tout d’abord le système agricole français est directement dépendant de la “solidité” de ces chaînes. Ceci est également vrai pour une majorité de pays suivant le même modèle. D’une part une partie des intrants agricoles provient de divers points de la planète (mines de potassium au Canada, mines de Phosphore sous forme minéral au Maroc, azote de l’air transformé en engrais de manière chimique grâce

⁵ Lallemand, F., janvier 2019. « Qu’est-ce qu’un système alimentaire ? », Les greniers d’abondance.

au gaz naturel extrait dans les mines russes ou saoudiennes⁶). La fermeture de routes commerciales met donc directement en péril le premier maillon de notre système alimentaire.

D'autre part, ce même système (en France et dans bon nombre de pays développés⁷) requiert une importante main d'œuvre étrangère pour être fonctionnel. La fermeture des frontières a donc provoqué un lourd déficit dans la disponibilité de cette main d'œuvre. Afin de répondre à ce défi en France, et sur invitation du ministre de l'Agriculture, diverses initiatives ont été lancées (ex : *des bras pour ton assiette*) dans le but de mobiliser des volontaires, rendus disponibles par la perte temporaire (ou non) de leurs emplois. Néanmoins, la réussite de ces initiatives semble limitée⁸ et certains acteurs s'inquiètent des potentielles baisses de rendements liées à la non-expérience de ces ouvriers agricole improvisés.⁹

On retrouve le même type de problématiques sur les étapes de transformation et de distribution, liées notamment au ralentissement de l'activité industrielle et à des ruptures d'ordre logistique : manque d'approvisionnement (emballages...), fermeture d'usines de production (...). Comme le rappelle Stéphane Linou, pionnier du mouvement Locavore et auteur du livre "Résilience et sécurité nationale", dans une interview pour France 24¹⁰, *"le talon d'Achille alimentaire de cette chaîne, à très court terme, ce sont les transports. [...] Or nous avons frisé la catastrophe lorsque le premier syndicat de transport routier a menacé de faire grève début mai"*.

Autre enjeu immédiat, nous avons pu observer au niveau international des "retards aux frontières pour les containers [de marchandises]" qui entraînent un "gâchis de produits périssables et une hausse du gaspillage alimentaire"¹¹. Vient également s'ajouter comme cause de gaspillage la baisse drastique de débouchés, provoquée par l'arrêt du secteur de la restauration (pommes de terre, bière, fromage¹²...). Conséquence désastreuse de cette situation, mais non la seule, l'envoi massif de lait en poudre en Afrique de l'Ouest pour soulager les éleveurs du surplus de leur production, est venu déstabiliser et menacer les filières locales de production¹³. Cela nous rappelle que la lutte contre le gaspillage alimentaire est un enjeu majeur pour limiter le risque de crise alimentaire mondiale, qui doit être abordé de manière systémique.

1.1.2. L'enjeu de la sécurité alimentaire des territoires

Selon la FAO, *"la sécurité alimentaire existe lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active"*¹⁴. Cependant cette disponibilité alimentaire n'est pas atteinte partout et elle diverge selon le niveau de développement d'un pays, la stabilité politique, la puissance des institutions étatiques à pouvoir garantir cette sécurité¹⁵. Par ailleurs, l'accessibilité à une nourriture dépend de paramètres à l'échelle de l'individu et de sa capacité économique, physique et culturelle à pouvoir se nourrir. De manière plus "physique",

6 Forme-toi durable, 11 mai 2020. Covid-19, une opportunité pour une alimentation résiliente ? Youtube.

7 Voir entretiens avec les témoins internationaux intervenants dans le module

8 Detroyat, O., 10 mai 2020. *Agriculture, le flop du recrutement de cueilleurs amateurs*. Le Figaro.

9 Meghraoui, L., 11 avril 2020. *Covid-19 : comment les producteurs agricoles se réorganisent*. Usbek & Rica.

10 France 24, le : 22/05/2020, *Alerte sur la sécurité alimentaire : des collapsologues préconisent de rompre avec la globalisation agricole*

11 L'Express, 01 avril 2020. *Avec le coronavirus, le risque d'une crise alimentaire mondiale*.

12 Lenglet, F., Mangin, C., 12 mai 2020. *Coronavirus : pommes de terre, bière, vin... Que faire des excédents ?* RTL.

13 Malsang, I., 12 mai 2020. *Lait, vin, pommes de terre : que faire des excédents de la crise du coronavirus ?* Ouest France.

14 Définition donnée lors du sommet mondial de l'alimentation de Rome en 1996.

15 Leblanc, P., Pouch, T., 2019. *Un monde plus instable, radicalement incertain et sans gouvernance réelle : l'agriculture comme démonstration*, Le Demeter 2019, pages 19 à 38.

elle dépend entre autres des circuits d'approvisionnement. La crise a donné lieu à la fermeture de certaines routes aériennes, maritimes et terrestres pour empêcher la propagation du virus entre pays. Les impacts de ces restrictions sur la sécurité alimentaire, notamment en France, n'ont pas été fortement remarqués, comme l'ont expliqué certains théoriciens de l'effondrement¹⁶. La disponibilité des aliments dans les territoires a été globalement maintenue. Ce constat a été aussi évoqué durant des échanges avec d'autres acteurs¹⁷. Il faut cependant souligner que les effets de la crise sanitaire sur la sécurité alimentaire seront probables dans un futur proche. L'ONU met en garde sur le risque d'une crise alimentaire globalisée, touchant en premier lieu les pays les plus vulnérables, présentant d'ores et déjà des germes d'insécurité alimentaire¹⁸.

1.1.3. Les enjeux sociaux liés à la précarité alimentaire : une alimentation de qualité pour tous et la gouvernance associée

En ce qui concerne les effets à court terme, la crise n'a pas provoqué de pénurie alimentaire dans les magasins en France comme nous l'avons évoqué ci-dessus, mais elle a clairement mis en évidence la précarité alimentaire de nombreux français, ainsi que la fragilité du réseau d'aide alimentaire, en grande partie animé par les associations.

Le Ministère des Solidarités et de la Santé et le Ministère de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales chargé du logement ont versé 39 millions d'euros sous forme de subventions et chèques services qui ont été distribués aux associations et CCAS/CCIS (Centres Communaux ou Intercommunaux d'Action Sociale), acteurs majeurs de la distribution alimentaire sur les territoires. Ce montant équivaut à un tiers du budget annuel¹⁹ habituellement alloué par l'Etat aux associations au titre de l'aide alimentaire.

Malgré ces aides financières, la distribution a été très perturbée les premières semaines de la crise : les épiceries solidaires et les comptoirs de distribution ont dû fermer, notamment à cause du confinement des bénévoles, majoritairement retraités et donc particulièrement vulnérables au Covid-19. Parallèlement des dons importants étaient disponibles via la restauration collective ou le surplus des producteurs, mais la logistique de ces denrées et leur stockage ont été difficiles. Les associations ont dû faire face à des ruptures de stock en début de crise,²⁰ réorganiser leur logistique pour gérer de nouveaux types de dons et en très grandes quantités et elles ont dû mobiliser des bénévoles moins vulnérables pour organiser la distribution des chèques services, des denrées alimentaires et leurs livraisons.

Les collectivités territoriales ont également dû se réorganiser pour faire face à la fermeture des restaurants collectifs. Il a fallu mettre en place des distributions d'urgence pour écouler les stocks présents dans les cuisines centrales. Une fois l'urgence passée, les cuisines ont dû, elles aussi, réorganiser pour mettre en place des livraisons de repas pour les plus fragiles. C'est le cas par exemple de la cuisine centrale

16 Laidi, A., 22 mai 2020. *Alerte sur la sécurité alimentaire : des collapsologues préconisent de rompre avec la globalisation agricole*, France 24.

17 Entretiens avec Yuna Chiffolleau et avec des collectivités territoriales

18 *Programme alimentaire mondial de l'ONU*, 21 mai 2020. *Covid-19 : le nombre de gens confrontés à une crise alimentaire doublera en l'absence de mesures rapides*.

19 Cossardeaux, J., 23 avril 2020. *Coronavirus : une rallonge de 39 millions d'euros pour les plus précaires*, Les Echos.

20 Entretien contrôleur de gestion des solidarités du Conseil Départemental des Yvelines, 26 mai 2020

de Lons le Saunier qui a mis en œuvre des points de distributions de repas chauds²¹. Certaines villes, ont mis en œuvre un système d'appel pour demander aux personnes âgées ou en situation précaire si leurs besoins alimentaires de base étaient satisfaits, et ainsi redéfinir les volumes à acheter en cuisines centrales. Par ces actions, la capacité des cuisines centrales à s'adapter à la crise a été mise en évidence.

Les collectivités territoriales étaient en première ligne et on constate globalement une cacophonie dans la multiplication des actions et des outils élaborés sans concertation²².

Pour Nadège Noisette, élue en charge de la politique d'approvisionnement de la ville de Rennes, une grande solidarité s'est organisée, malgré les difficultés pour les associations d'aide alimentaire à fonctionner normalement. Une fois par semaine, les associations nationales comme la Banque Alimentaire, le Secours Populaire, La Croix Rouge ou les Restos du Cœur, les associations locales (Cœurs Résistants, L'Epicerie Sociale de Rennes², Un Toit c'est Un Droit...), l'Etat et la ville de Rennes se retrouvent pour coordonner leurs actions et trouver des solutions à la précarité alimentaire. *“Cette nouvelle coordination, efficace et mise en place dans l'urgence, me semble en soit déjà assez inédite pour être soulignée”*. Mais la qualité de ces denrées n'est pas toujours au rendez-vous : il manque souvent des produits frais comme les légumes, les fruits et les viandes, les aliments sont souvent suremballés et pauvres en valeur nutritionnelle. *“Il ne faut pas que les personnes les plus fragiles ne puissent manger que les « restes » de la société de consommation”*.²³

A ce jour, 5 millions de français bénéficient de l'aide alimentaire, les associations ont enregistré une augmentation de 30 % de la demande avec l'arrivée de nouveaux bénéficiaires tels que les étudiants²⁴ et les personnes déjà précarisées vivant du circuit économique informel²⁵. Le Ministère des Solidarités et de la Santé se prépare à une augmentation des bénéficiaires allant jusqu'à 8 millions d'ici la fin de l'année. La fermeture des écoles a aussi eu un impact conséquent sur les élèves et les familles les plus pauvres dans de nombreux pays du monde. Au sein des familles les plus précaires, le déjeuner à la cantine ou au self était le seul repas et/ou le seul repas équilibré de la journée et était souvent gratuit ou à tarif réduit. On constate ici le rôle éminemment social des instances éducatives dont le modèle soutient à lui seul des familles qui sont dans l'incapacité de nourrir leurs enfants en temps de crise.

L'aide alimentaire est un système complexe composé de nombreux acteurs : des associations, des entreprises, l'Etat, les collectivités territoriales, les producteurs et les citoyens. *“Même s'il y a eu de très belles actions, cette crise a mis en évidence la nécessité pour ce réseau de mieux maîtriser sa coordination”*²⁶.

1.1.4. Les modes de consommation

Durant la crise, il a été observé une modification des habitudes de consommation des français (58% d'entre eux estiment avoir renforcé leur pratique de consommation responsable²⁷). Parmi ces

21 *Et maintenant on fait quoi à manger?* compte-rendu du deuxième atelier virtuel “A table !”, Les Ateliers virtuels de l'Alimentation, Centre-Est, Un Plus Bio, 19 mai 2020.

22 Entretien avec Yuna Chiffolleau, 27 mai 2020

23 Noisette, N., *Eclairage Covid-19 : une élue rennaise témoigne de son expérience*, RMT Alimentation Locale.

24 Stromboni, C., 25 mai 2020. *Aide alimentaire aux étudiants : “C'est dur de venir ici, on n'a pas l'habitude de faire ça...”*, Le Monde.

25 Battaglia, M., 25 mai 2020. *Sans cantine scolaire, la fracture alimentaire s'étend à de nouveaux parents*, Le Monde.

26 Entretien Sophie Lochet, responsable de projet précarité alimentaire à l'ANSA - agence des nouvelles solidarités actives, 26 mai 2020

27 Snacking, 7 mai 2020. *Alimentation, il y aura un avant et un après confinement selon les Français*.

nouvelles pratiques, les circuits courts ont représenté 20% des achats alimentaires durant le confinement (50% des français ont réalisé un achat en circuit court pendant cette période). Parmi eux, beaucoup sont des nouveaux consommateurs en circuits courts, davantage motivés par l'aspect rassurant de cet approvisionnement (produits frais dont ils connaissent l'origine) mais également par l'idée de soutenir des producteurs de leur territoire²⁸. Les français se sont également organisés en groupe de consommateurs informels pour acheter en direct aux producteurs. Il s'agit là d'une source de transition pour ces néo-consommateurs qui n'étaient pas habitués à ces formes de consommation avant la crise. Un des enjeux qui se pose aujourd'hui est celui de la durabilité de ces nouvelles habitudes prises par les français après la crise.

Suite à la fermeture des marchés de plein vent, il a fallu trouver de nouveaux débouchés pour les producteurs. Ils se sont alors réorganisés pour mettre en place des systèmes de drives fermiers ou encore de livraisons à domicile. Certaines AMAP (Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne) ont élargi leur gamme en faisant appel à de nouveaux producteurs non habitués à ces modes de commercialisation, pour faire face à la hausse de la demande. La fermeture de ces marchés a également eu un impact pour les consommateurs, notamment les précaires qui avaient pour habitude de s'approvisionner en produits frais auprès des commerçants en fin de marchés. Ces consommateurs ont dû se tourner vers des circuits de distribution type GMS (Grandes et Moyennes Surfaces) ou pour certains se tourner vers l'aide alimentaire.

Dans les circuits de distribution traditionnels, les français ont favorisé la livraison à domicile ou les drives afin de ne pas avoir à se rendre dans les grandes surfaces et ainsi limiter les risques de contamination. Ces systèmes ont dû s'organiser rapidement pour répondre à la demande (augmentation de l'activité des drives de 75% pendant le confinement²⁹). Les grandes surfaces ont également fait appel aux producteurs français pour approvisionner les rayons de produits frais. La question du juste prix de l'alimentation a été soulevée, face à la forte hausse des prix des produits frais dans les grandes surfaces³⁰. Les circuits courts, qui avaient la réputation d'être plus chers et réservés à une certaine catégorie de population, se sont révélés être une solution plus juste pour certains consommateurs.

28 RMT Alimentation Locale, *Covid-19 et systèmes alimentaires. Manger au temps du coronavirus*.

29 Lefigaro, 7 mai 2020. *Confinement : Les drive des supermarchés toujours soumis à des ruptures de stock*.

30 L'obs avec AFP, 6 mai 2020. *Fruits, légumes, viande... Dans toute l'Europe, le prix des produits frais s'est envolé*, l'Obs.

1.2. Enjeux structurels : assurer la transition des territoires

Nous avons vu précédemment les effets de la crise sur les modèles alimentaires des territoires et la mise en perspective des enjeux conjoncturels. Cependant, ces enjeux sont liés à des mécanismes plus globaux et structurels, dont la crise a fait ressurgir les “dégradations de fond”. De nombreux acteurs se sont interrogés sur les chemins à emprunter pour aller vers un avenir plus résilient et sur les mesures à mettre en place sur le long terme pour engendrer une transition des territoires. Nous avons perçu deux questionnements : l’un au sujet de la réorganisation du système alimentaire à différentes échelles, l’autre sur la place de l’individu dans ce système.

1.2.1. Repenser le système alimentaire

Enjeu de préservation de l’environnement

Parce que le coronavirus a été transmis à l’Homme par la faune sauvage, les questions du braconnage et de la destruction des habitats ont été mises sur le devant de la scène. Celles-ci sont étroitement liées à l’alimentation, notamment via la déforestation, principalement pratiquée par une mise en culture intensive (soja, palmier à huile, maïs, ...). Plus globalement, cette crise a engagé de nouvelles réflexions autour des bouleversements écologiques et climatiques mondiaux, accélérés par la destruction de notre environnement. Ainsi, Alexandre Gajevic Sayegh, enseignant chercheur en sciences politiques à l’Université de Laval, montre que crise climatique et crise sanitaire présentent quatre similitudes : “(a) le coût de l’inaction est immense, (b) la croissance est exponentielle, (c) la destruction du monde naturel est une des causes de la pandémie (d) la réponse à la crise implique une modification significative des modes de vie, de l’organisation du travail et de l’économie”³¹. Ceci invite donc à repenser le système alimentaire, avec une agriculture moins néfaste pour l’environnement et une alimentation s’adaptant à ces nouvelles contraintes (moins de produits carnés ou hors saison, etc.).

Cependant, la crise fait inversement craindre un arrêt, voire un recul, des engagements environnementaux, sous couvert de relance de l’économie^{32 33}.

Enjeu de modification des moyens de production

Durant la crise, comme nous l’avons vu, de nombreux consommateurs se sont tournés vers une agriculture et des circuits de distribution dits alternatifs. La consommation de produits biologiques a également explosé³⁴. Ceci a permis la mise en lumière auprès du public de certains impacts néfastes de l’agriculture conventionnelle sur l’environnement et la société. Repenser à long terme nos moyens de production semble alors être un enjeu accentué par la crise : diminution des pesticides³⁵ et de la consommation foncière, recherche d’autonomie vis-à-vis des énergies fossiles, réorganisation de la main d’œuvre pour une agriculture plus juste et rémunératrice, etc.

31 Gajevic Sayegh, A., 18 mai 2020. *Dossier Les visages de la pandémie - Du virus au climat*. La vie des idées.

32 Gemenne, F., 10 avril 2020. *Habiter la Terre au temps des pandémies*, AOC Opinion.

33 Latour, B., 30 mars 2020. *Imaginer les gestes barrières contre le retour à la production d’avant-crise*, AOC Opinion.

34 FMCG and Retail, 08 avril 2020. *La santé du bio en France au révélateur du COVID-19*, Nielsen.

35 Valo, M., 5 mai 2020. *Épandage des pesticides : le confinement ravive les tensions entre agriculteurs et riverains*, le Monde.

Enjeu de robustesse des circuits de distribution

Enfin, même si la crise a globalement engendré peu de problèmes d'approvisionnement à moyen terme, les risques de pénuries à long terme sont réels³⁶, et l'explosion de la demande en produits locaux a montré que les circuits de distribution pouvaient avoir leurs défauts, avec des offres ne parvenant pas à satisfaire l'augmentation rapide de la demande. Ces constats nous engagent dans la réflexion autour de scénarii plus « catastrophes » et nous incitent à rendre les circuits de distribution plus robustes aux différents aléas (économiques, climatiques, ...) qui pourraient survenir dans le futur.

Enjeu de relocalisation de la production

Nous nous sommes souvenus, au travers de cette crise, à quel point les systèmes de production nationaux étaient interdépendants. Certains pays sont fournisseurs d'intrants et de main d'œuvre pour d'autres³⁷, soulevant par exemple un problème d'autonomie des exploitations agricoles. La relocalisation du système de production, dans le cas de la France, passe donc par une problématique du développement des actifs agricoles et plus largement, du choix du modèle agricole que les territoires veulent porter pour être plus résilients en termes d'intrants. Nous comprenons donc que les exploitations sont souvent des agro-industries, extraterritoriales. Cette extraterritorialité est l'un des effets de la mondialisation, avec l'allongement des chaînes de valeurs sous l'impulsion de l'agro-industrie. Nous avons pu noter une forte remise en cause de ce modèle³⁸ dans le cadre de la crise sanitaire actuelle. L'une des critiques qui lui est faite est la spécialisation de l'appareil de production de nombreux pays, rendant ces derniers plus vulnérables car dépendants des autres pour certaines productions.

Les enjeux de reterritorialisation de l'agriculture nous amènent à ceux d'un système alimentaire mondialisé. En effet, aujourd'hui, l'alimentation est mondialisée : les pays importent et exportent certaines ressources. Ces enjeux, d'une part de production et d'autre part, de commercialisation, amènent à questionner la sécurité et l'autonomie alimentaire des territoires.

Enjeu d'autonomie et d'autosuffisance alimentaire

Dans cette atmosphère de crainte de pénurie alimentaire, le concept d'autonomie a ressurgi dans les débats³⁹. L'autonomie alimentaire pose la question de l'autosuffisance alimentaire, à savoir la capacité d'un pays à assurer la sécurité alimentaire de ses territoires grâce aux productions nationales. Comme nous l'aurons compris, un pays n'assure pas l'approvisionnement alimentaire de ses territoires de manière 100% autonome. Dans le contexte actuel où l'alimentation est globalisée et repose sur les échanges commerciaux et sur le modèle dominant de l'agro-industrie, l'enjeu de sécurité alimentaire est étroitement lié à l'efficacité de ce modèle. Or, nous ne connaissons pas encore les impacts de la crise sanitaire sur l'approvisionnement du marché mondial dans les mois à venir. Si la disponibilité des aliments sur le marché mondial vient à manquer, il n'est pas certain que la France aura la capacité d'assurer de manière autonome la sécurité alimentaire du territoire national. En effet, *“la mondialisation de l'alimentation a fait oublier l'imprévisibilité, la fragilité et la saisonnalité de la nourriture”*⁴⁰, explique Stéphane Linou lors de son interview pour Téléràma. Il apparaît important de penser à une

36 Baché, D., 3 avril 2020. *Coronavirus : le PAM s'inquiète des risques de pénurie alimentaire*, Radio France Internationale.

37 Forme-toi durable, 11 mai 2020. *Covid-19, une opportunité pour une alimentation résiliente ?* Youtube.

38 Bessaoud, O., Candau, M., et al., 10 avril 2020. *Pandémie du coronavirus et autonomie alimentaire : actualité et nécessité d'une re-territorialisation des systèmes alimentaires - 16 académiciens lancent un appel à reterritorialiser nos systèmes alimentaires*, Académie d'Agriculture de France.

39 Le Métayer, M., 24 avril 2020. *La pandémie de coronavirus ravive le débat sur l'autonomie alimentaire de la France*, Ouest France.

40 Zarachowi, W., 14 avril 2020, *L'autonomie alimentaire, une illusion ?* Téléràma

reterritorialisation de l'alimentation, dans un modèle de "glocalisation". En effet, à l'inverse des dynamiques actuelles globalisées, la "glocalisation" implique de revenir davantage à l'échelle locale pour notre alimentation, en privilégiant notamment les circuits courts plutôt que longs.

Enjeu de la gouvernance alimentaire

Tous les enjeux évoqués précédemment imposent de repenser la gouvernance alimentaire, que ce soit à l'échelle territoriale ou mondiale. L'échelle territoriale semble être pertinente pour penser les questions d'alimentation, comme le montre le développement des Projets Alimentaires Territoriaux (PAT), plébiscités depuis la loi Egalim sur l'Alimentation de 2014. Cette politique publique paraît constituer, selon certains, des pistes de solutions pour permettre aux territoires de retrouver la capacité de subvenir à ses besoins alimentaires et de maîtriser l'organisation de la chaîne de valeurs alimentaires. Toutefois, l'échelle mondiale reste primordiale, et il faut éviter de basculer dans un repli néfaste à la coopération internationale⁴¹, voire à la sécurité alimentaire de certains pays⁴². Parvenir à stabiliser une gouvernance mondiale est primordiale pour créer un modèle durable et résilient.

1.2.2. Place de l'individu dans les systèmes alimentaires

Être acteur de son alimentation

Le consommateur peut également être producteur. L'autosuffisance et la production vivrière semblent en effet primordiales, en particulier dans les pays où le coronavirus a eu de forts impacts sur les budgets des ménages. Divers enjeux se posent alors : accéder au foncier, se former, etc.

L'individu a aussi son rôle à jouer en tant que consommateur : en changeant ses habitudes pour une consommation plus responsable, il incite le système à changer. Nous avons pu noter un regain de la notion du droit dans l'alimentation⁴³, comme le rappelle le concept de "souveraineté alimentaire". En effet la souveraineté alimentaire, qui est *"le droit des populations, de leurs Etats ou Unions à définir leur politique agricole et alimentaire, sans dumping vis-à-vis des pays tiers"*⁴⁴ appelle à la revendication de plusieurs droits : droits des paysans à produire les aliments qu'ils veulent et droit des consommateurs de décider des aliments qu'ils veulent consommer ; droit des Etats de se protéger des importations à prix déloyaux ; droit des populations de participer aux choix des politiques agricoles⁴⁵. C'est dans ce cadre et par la revendication de cette souveraineté, qu'une possible démocratie alimentaire pourrait être mise en place⁴⁶.

Être décideur dans son alimentation

La crise a mis en lumière la capacité des citoyens à agir. On a pu observer une intense participation des citoyens au changement et aux débats. On peut notamment citer la création du site covid-entraide.fr qui recense les initiatives citoyennes, avec par exemple des mises en lien entre producteurs locaux et

41 Clément, G., 22 avril 2020. *Stratégie de la peur - le regard de Gilles Clément sur l'actualité*, Botanique Jardins Paysages.

42 Laidi, A., 24 mai 2020. *Alerte sur la sécurité alimentaire : Pablo Servigne appelle à ne pas céder au repli sur soi*, France 24.

43 à savoir : « *droit d'avoir un accès régulier, permanent et non restrictif, soit directement ou au moyen d'achats financiers, à une alimentation quantitativement et qualitativement adéquate et suffisante, correspondant aux traditions culturelles du peuple auquel le consommateur appartient, et qui lui procure une vie physique et mentale, individuelle et collective, épanouissante et exempte de peur* », Olivier De Schutter, alors rapporteur spécial des Nations unies pour le droit à l'alimentation, en 2010

44 Selon le mouvement paysan international La Via Campesina

45 Confédération Paysanne, 2007. *Souveraineté Alimentaire : nos positions - Un nouveau droit à conquérir*.

46 ISF - Agrista, Réseau CIVAM, 18 mai 2020. *Créons une sécurité sociale de l'alimentation pour enrayer la faim*, Reporterre.

habitants, ou encore des dons de masques faits maison. Ainsi, dans leur article “La démocratie du monde d’après”, Sandra Laugier et Albert Ogien indiquent que *“la lutte contre le virus reformule la question démocratique en un choix moral et politique : gouverner, est-ce agir de façon paternaliste vis-à-vis de populations naturellement tenues pour « irrationnelles» (...) ou est-ce favoriser la responsabilité et la compétence des individus”*⁴⁷. Selon eux, la crise pourrait entraîner un regain de la démocratie participative. Reste à savoir si celle-ci se retrouvera également sur la thématique de l’alimentation.

1.3. Conclusion

La crise du COVID-19 a été à la fois révélatrice d’enjeux préexistants et créatrice de nouveaux défis pour les dynamiques territoriales d’alimentation. Ces enjeux portent sur tous les maillons des circuits alimentaires : production, distribution, consommation, que ce soit pour les systèmes mondialisés ou pour les circuits de proximité.

La consommation a été largement modifiée, que ce soit par une augmentation des besoins en aide alimentaire auprès des plus précaires, ou par un boom de l’achat en circuits de proximité. La crise pose ainsi l’enjeu de l’accès à l’alimentation et de la modification durable des habitudes de consommation. Le rôle de coordination des pouvoirs publics semble ici primordial. La production a également été impactée, notamment avec un manque de main d’œuvre qualifiée, appelant à modifier le fonctionnement de nos productions pour limiter les risques de pénuries. La distribution a dû se réinventer pour faire face aux contraintes de la crise. La fermeture de certains débouchés a engendré des mouvements de solidarités envers les agriculteurs locaux, et la mise en place efficace de nouveaux circuits de proximité, démontrant la capacité des agriculteurs et des citoyens à s’adapter face à la crise. Les GMS (Grandes et Moyennes Surfaces) se sont aussi adaptées, mais parfois au prix d’une mise en péril des travailleurs, posant ainsi la question de l’éthique de ces adaptations.

Au-delà des impacts directs de la crise, la profusion médiatique en cette période a aussi permis de rappeler des enjeux à long terme : limiter l’impact de l’agriculture sur l’environnement, améliorer la sécurité et l’autonomie alimentaire, relocaliser la production, ou encore assurer la robustesse des circuits de distribution.

La crise a été le catalyseur de nombreuses initiatives en termes d’alimentation, dont il est possible de s’inspirer pour repenser l’alimentation à long terme. Pour cela, une concertation entre acteurs et une gouvernance claire sont nécessaires sur les territoires. Les pouvoirs publics, aidés par les acteurs privés, mais aussi par les citoyens, doivent réinvestir la question de la résilience de l’alimentation sur leurs territoires afin de répondre aux divers enjeux révélés par la crise.

Dans le cadre de ce travail, nous avons également bénéficié du témoignage d’acteurs vivants dans six pays à travers le monde. Nous avons tenté d’analyser les variations dues à la crise des dynamiques territoriales d’alimentation dans ces pays, et d’en tirer des spécificités et des tendances globalisées. Nous avons également profité des entretiens pour faire un focus sur la signification de la notion de “résilience”, en fonction des contextes nationaux étudiés.

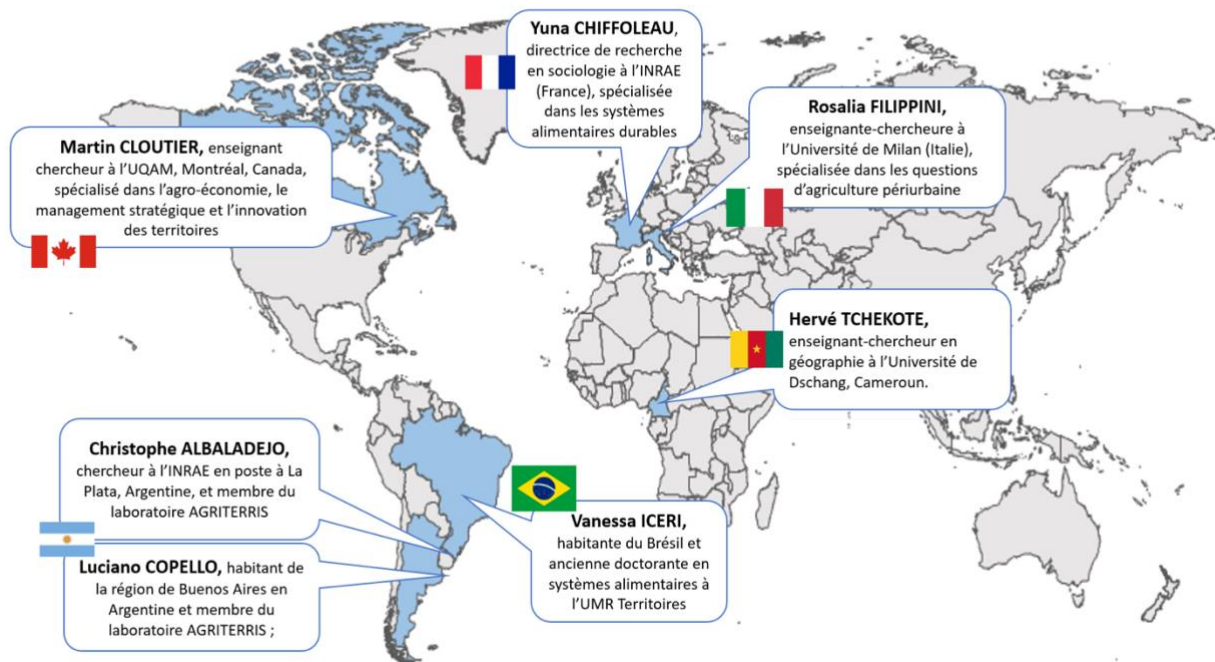
⁴⁷ Laugier, S., Ogien, A., 29 avril 2020. La démocratie du monde d’après, Libération.

Chapitre 2 : Gestion de la crise à l'étranger

2.1. Contexte de la dimension internationale de l'étude

L'apport d'une dimension internationale nous a donné l'opportunité d'analyser les éventuels liens entre des contextes territoriaux spécifiques et une crise sanitaire globalisée. Nous avons choisi de partir des enjeux posés dans la première partie pour diriger notre analyse. Toutefois, l'hétérogénéité des intervenants, des réponses données et des échelles territoriales, ont rendu ce travail complexe, avec des résultats parfois peu étoffés, notamment à cause du faible recul temporel de chacun par rapport à la crise observée. En effet, nous avons interrogé des chercheurs spécialistes mais aussi des habitants et anciens étudiants n'ayant pas des connaissances poussées du sujet. L'objectif était plutôt d'interroger les grandes tendances et la perception de ces personnes sur les impacts de la crise dans leur pays.

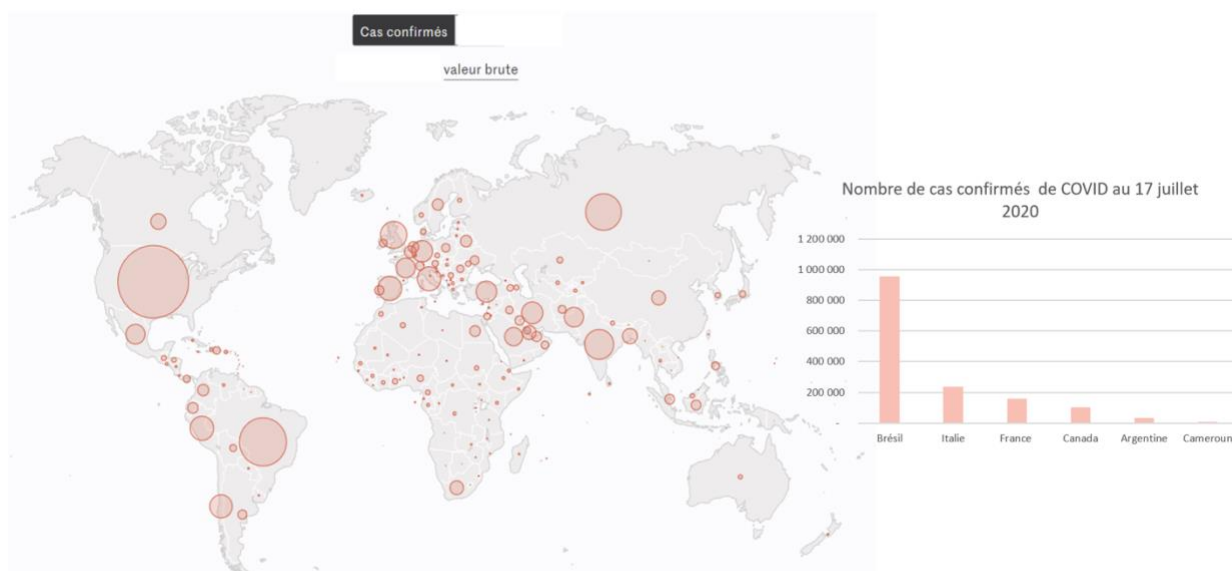
Regards croisés sur le COVID-19 - 7 intervenants, 6 pays



Objectivement, ces pays ont été inégalement touchés par la pandémie. Il existe plusieurs niveaux de lecture des données disponibles sur la pandémie.

Par exemple, si on observe les chiffres en valeur brute, le Brésil est très impacté par le virus comparativement aux autres pays étudiés, avec presque 1 million de cas confirmés, contre 238 159 cas confirmés en Italie et 37 510 en Argentine.

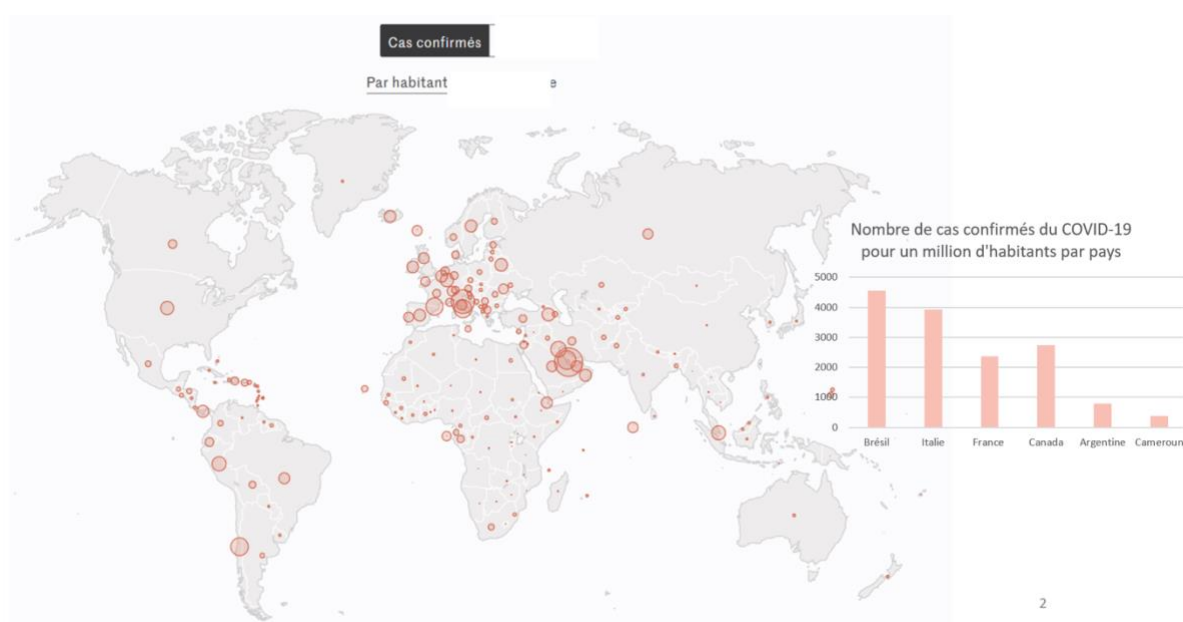
La carte de l'épidémie dans le monde



48

Si on analyse ces mêmes données en nombre de cas confirmés par million d'habitants, les disparités sont moins fortes, sauf pour l'Argentine et le Cameroun qui semblent avoir été préservés. Il a été relevé entre 3 900 et 4 900 cas pour un million d'habitants au Brésil et en Italie, suivis de 2 000 et 3 000 cas pour un million d'habitants en Canada et en France.

La carte de l'épidémie dans le monde



49

48 Baruch, J., Breteau, P., Dagorn, G., Ferrer, M., Dahyot, A., Sanchez, L., 5 mai 2020. *Coronavirus : visualisez l'évolution de l'épidémie en France et dans le monde*, Le Monde.

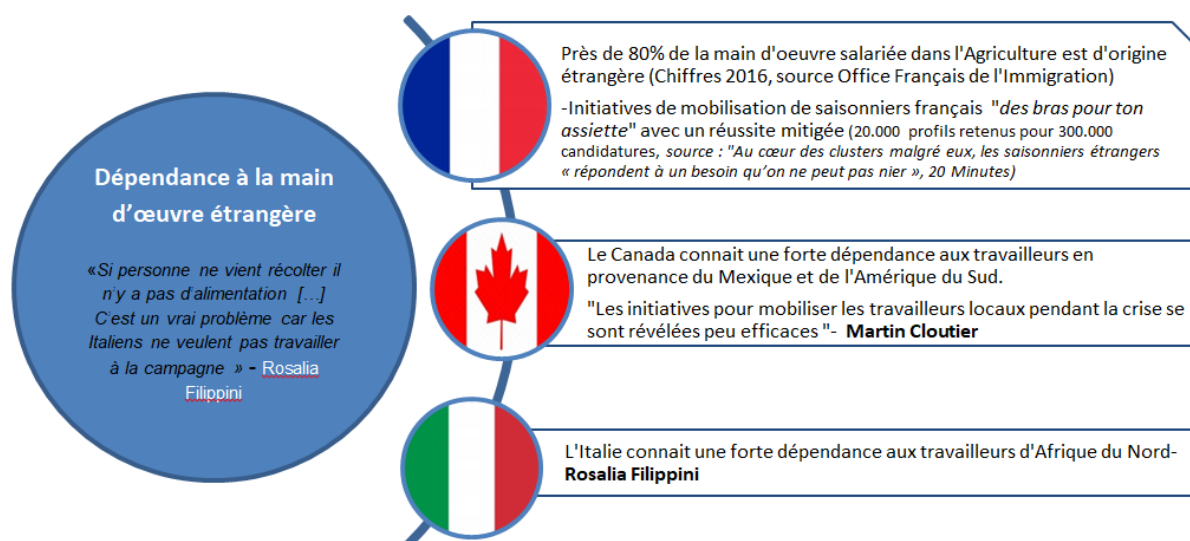
49 Baruch, J., Breteau, P., Dagorn, G., Ferrer, M., Dahyot, A., Sanchez, L., 5 mai 2020. *Coronavirus : visualisez l'évolution de l'épidémie en France et dans le monde*, Le Monde.

Enfin, il semble légitime de nous interroger sur le niveau de confiance sur la confirmation de ces cas. Sont-ils représentatifs de la situation réelle de ces pays ? Est-ce que tous les pays ont les mêmes moyens d'analyser et d'obtenir ces informations ? La question se pose particulièrement pour le Cameroun, où l'on peut observer un nombre très faible de cas confirmés, alors que les mesures de confinement ont certainement été moins strictes*, comparativement aux autres pays étudiés (*information issue de l'entretien avec Hervé Tchékoté, Cameroun).

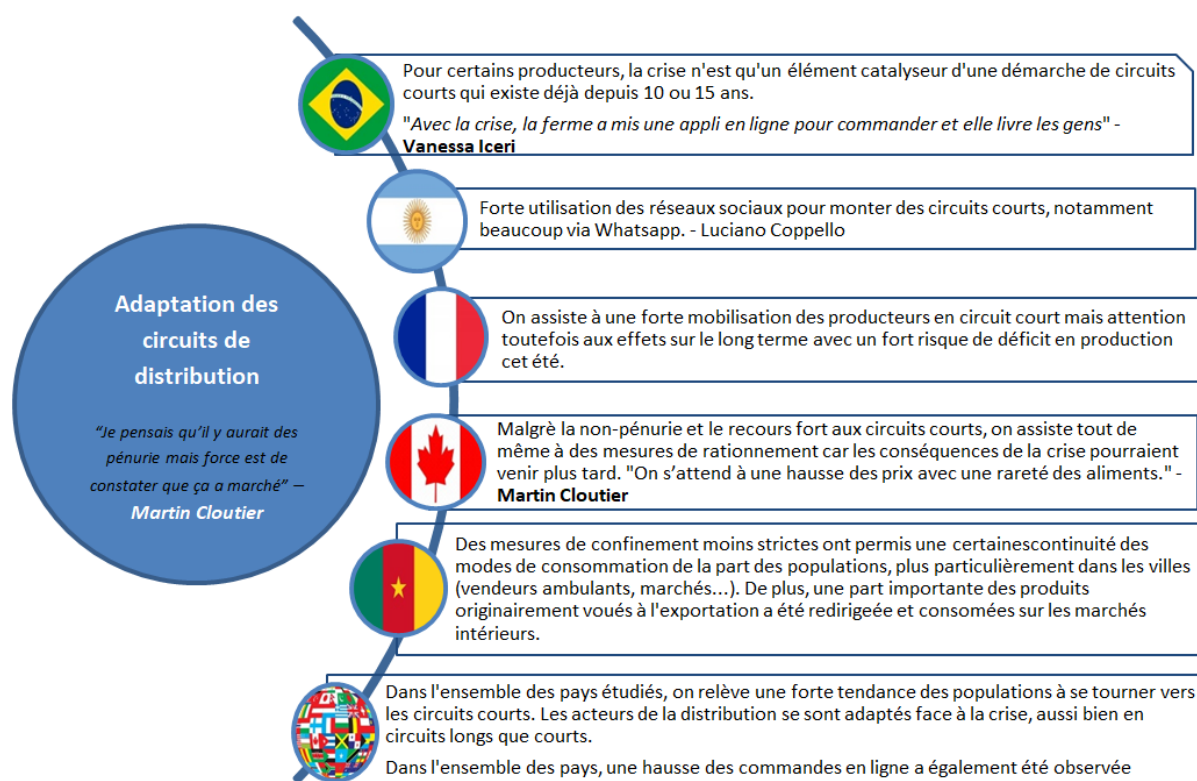
2.2. Comparaison des dynamiques territoriales autour des enjeux conjoncturels

2.2.1. Maintenir la fonctionnalité des maillons de la chaîne des systèmes alimentaires - Quelles spécificités pour quel pays ?

Pour les pays "développés" étudiés (Québec, Italie et France), la main d'œuvre étrangère, massivement utilisée pour le travail agricole, n'a pas pu être mobilisée, entraînant des problèmes notamment pour la récolte.



Dans tous les pays étudiés, nous avons pu relever une forte adaptation des circuits longs et courts, qui se sont massivement tournés vers les producteurs locaux pour leurs approvisionnements en produits frais.



Malgré les adaptations qui ont évité une situation de pénurie alimentaire, certains témoins interrogés se questionnent sur leur pérennité, avec notamment un fort risque identifié de la hausse des prix de certains produits alimentaires à moyen terme.

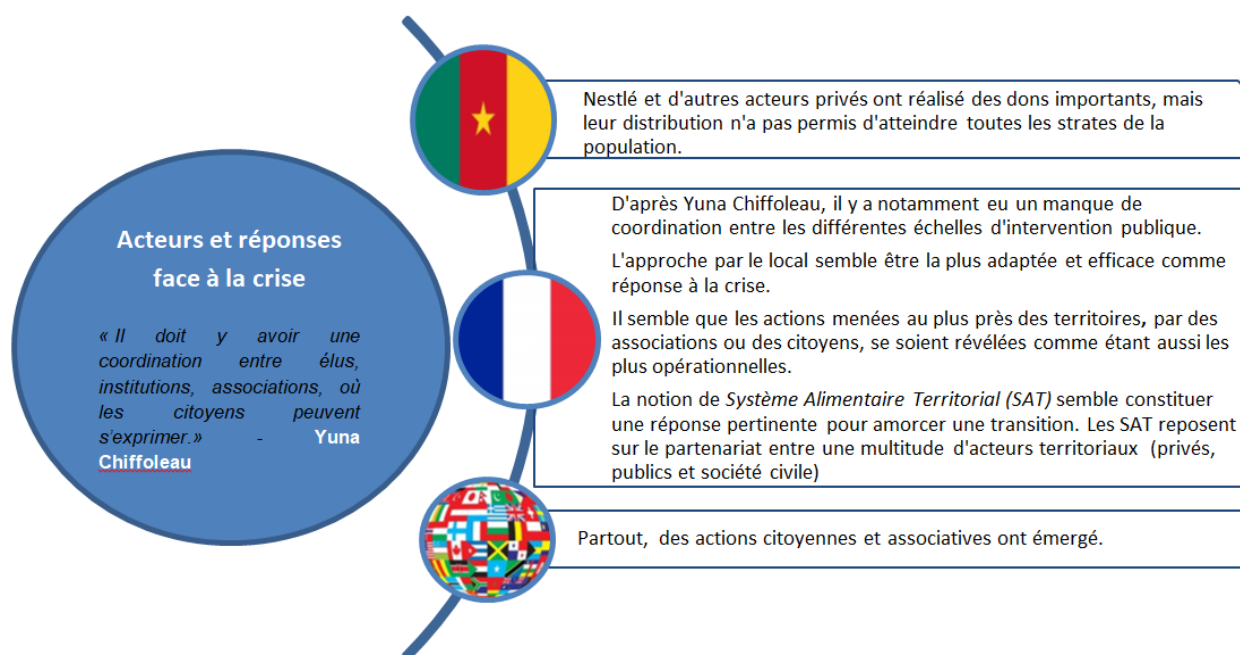
2.2.2. La sécurité alimentaire : conséquences et réponses

Dans tous les pays étudiés, l'enjeu de la précarité alimentaire a été prépondérant car les inégalités sociales ont été renforcées par cette crise.



Dans l'urgence de la crise, on retrouve des dynamiques d'aides alimentaires dans tous les pays, basées sur une diversité d'acteurs. En Argentine, la distribution a été effectuée par les associations et les partis politiques. En Italie, en France et au Canada, les associations ont joué un rôle dominant avec également l'appui de l'État, via les subventions, et des collectivités territoriales pour leur distribution. Au Brésil, la distribution a été faite via les écoles, et au Cameroun, via les dons des entreprises. Partout, le renforcement des inégalités des plus vulnérables a été relevé : En France, la fermeture de marchés de plein air a pu déstabiliser les précaires et ceux qui vivent de fins de marché. En Argentine, l'armée et les associations non gouvernementales ont distribué la nourriture dans les bidonvilles, sans réel appui de l'État. Des partis politiques ont également organisé des distributions alimentaires. Globalement, il y a eu une nécessité pour les États de se prémunir des pénuries alimentaires, qui peuvent être directement liées aux risques de soulèvement social.

La comparaison de ces dynamiques abordée sous l'angle d'enjeux conjoncturels, nous interroge sur les échelles d'actions et les acteurs associés.



La proximité de terrain dont bénéficient les communes/villes et les intercommunalités semble confirmer, avec cette crise, la pertinence de cette échelle d'intervention, pour assurer la sécurité alimentaire : la commune en tant qu'acteur opérationnel de proximité, l'intercommunalité, en tant que facilitateur et coordonnateur des actions à l'échelle du territoire regroupant les communes membres. Par ailleurs, les citoyens, de par les nombreuses initiatives relevées dans les territoires, notamment en France, semblent s'affirmer, en tant que parties prenantes à part entière dans la gouvernance des territoires. Ainsi, la crise obligerait à mettre à plat cette gouvernance, pour une co-décision entre les acteurs publics, privés et les citoyens.

2.2.3. Les modes de consommation

Une tendance commune a été observée à tous les pays, sauf au Cameroun : les mesures de confinement ont logiquement renforcé le nombre de commandes en ligne (internet et whatsapp), autant vers les grandes surfaces que vers les circuits courts.

Ainsi, nous avons noté dans tous les pays, la nécessaire adaptation des moyens logistiques à la soudaine augmentation des commandes en ligne.

La politique alimentaire en Argentine semble occulter l'accès à une alimentation de qualité pour tous, puisqu'il s'agit de *"remplir des ventres et de nourrir des bouches"*, selon Christophe Albaladejo. Dans ce pays, avant la crise, l'obésité avait augmenté de 70% dans les quartiers les plus pauvres. On observe que les producteurs ont adapté leurs modes de distribution pour répondre aux nouveaux modes de consommation, dans tous les pays sauf au Cameroun, où les vendeurs ambulants, les marchés et la vente directe ont continué comme avant.

La vente en circuits courts s'est développée un peu partout, sauf peut-être au Brésil et en Argentine, (*"les supermarchés ont eu un rôle formidable"* - C. Albaladejo). Au Brésil, la classe moyenne est très axée sur le supermarché, même s'il existe des niches avec des circuits courts. L'agroécologie et les circuits courts évoluent, mais de façon encore minoritaires. Alors qu'en France et au Québec, la crise a présenté une opportunité pour les circuits courts, qui étaient déjà assez bien implantés dans les territoires.

2.3. Résilience des territoires sur les dynamiques alimentaires : regards croisés

Lors de chaque entretien, nous avons abordé la notion de "résilience" avec les intervenants. Ainsi, on remarque que chacun y raccroche des notions propres, souvent influencées par le contexte, voire par l'histoire de leur pays.

Hervé Tchékoté, enseignant chercheur en géographie à l'Université de Dschang au Cameroun, a développé cette notion autour de deux caractéristiques propres au Cameroun : l'adaptabilité et la variété des systèmes agricoles.



CAMEROUN

Hervé Tchekoté, universitaire

Éléments de contexte :

- **Forte hybridation et diversité des systèmes agricoles** - des cultures vivrières (mil, sorgho, manioc, ignames) aux cultures d'exportation (banane, ananas, café, cacao, huile de palme, coton) : les techniques de cultures sont très variables.

"La cohabitation dans l'espace de plusieurs acteurs, avec chacun sa vision et son système de production, ses moyens de mise en œuvre de commercialisation propres."

- **Préexistence de crises successives en Afrique.**

Résilience = Forte adaptabilité et réactivité de la population aux crises successives

- **Hybridation des systèmes agricoles permet une forte adaptabilité**

- **Exemple de réponse à une crise économique** : L'effondrement des prix en 1980 a suscité la conversion subite de bassins entiers de production de coton en agriculture vivrière

- **Exemple de réponse à une crise climatique** : la naissance d'une culture périurbaine et de nouvelles techniques agricoles visant à trouver des solutions rapides et efficaces aux changements climatiques.

En Argentine, différents modèles agricoles coexistent. C'est la finalité économique à court terme qui semble primer aujourd'hui encore.



ARGENTINE

Christophe Abalajedo, universitaire
Luciano Copello, étudiant

Éléments de contexte :

- **Logique dominante de développement économique à court terme**, via le développement de filières alimentaires
- **Coexistence de trois modèles agricoles :**
 - Agribusiness dont une partie en biologique (réservée aux populations aisées et à l'exportation)
 - Agriculture familiale et paysanne (marché intérieur)
 - Agro-écologie (niche)

Résilience = Promesse d'un nouveau modèle de développement, prônée par l'agro-écologie

- **Une alternative plus vertueuse que l'agriculture biologique**
- **Une réponse sociale aux producteurs les plus pauvres**

"La résilience des territoires s'exprime à travers l'inventivité des agriculteurs et leurs capacités de réponse aux crises, mais il manque un accompagnement par l'Etat. Les administrations municipales pourraient jouer ce rôle de rapprochement" (Christophe Abalajedo)

Au Brésil, la notion de résilience est fortement liée à celle de résistance. Cette dernière trouve son origine dans la crise politique que traverse actuellement le pays, où une part croissante de la population s'oppose radicalement au pouvoir en place. Les enjeux de cette crise se cristallisent notamment autour de l'affrontement de deux modèles agricoles. C'est donc bien ce mouvement de résistance qui, au Brésil, est le moteur du développement de nouveaux modèles agricoles, plus résilients.



BRESIL

Vanessa Iceri, étudiante

Éléments de contexte :

- **Forte dominance du système agricole libéral**
- **Crise politique et sociale forte**
 - récession depuis deux ans
 - chute des cours des matières premières
 - très dépendant des importations chinoises
 - le taux de chômage a doublé depuis 2012

Résilience = Résistance

Affrontement de deux modèles agricoles :
L'agro-industrie, considérée comme le fer de lance de la relance économique par le gouvernement et les médias
et le mouvement des « sans terre », un mouvement "révolutionnaire", basé sur les principes de l'agro-écologie.

Mouvement politique associé au droit à la terre : la résistance du mouvement des "sans-terre" associée à la possession des terres, en opposition au modèle dominant

Combat social : Symbole de défiance envers l'Etat, ce mouvement de résistance est le moteur du développement de nouveaux modèles agricoles.

Au Canada, plus que le mot résilience, c'est la vulnérabilité du pays sur son autonomie alimentaire qui a été mise en lumière par la crise.⁵⁰



CANADA

Martin Cloutier, universitaire

Éléments de contexte :

- Une économie agricole principalement axée sur l'exportation
- Des difficultés d'approvisionnement accrues avec la crise du COVID-19

Résilience = Souveraineté alimentaire

La crise du COVID-19 a mis en évidence la faible capacité **d'autonomie alimentaire** du pays et la prise de conscience s'est focalisée sur la nécessité de retrouver une **souveraineté alimentaire** afin d'être davantage en capacité de nourrir sa propre population.

D'après l'intervenante Rosalia Filippini, **l'Italie** est en autonomie alimentaire et la crise a juste révélé les problèmes de filière via la pénurie de farine ou de quelques denrées. La notion de résilience, selon elle, n'est pas la notion dominante que révèle cette crise.



ITALIE

Rosalia Filippini, universitaire

Éléments de contexte :

- Affaiblissement du système sanitaire du pays fortement touché par la crise du COVID-19
- Prédominance d'une agriculture périurbaine liée à l'importance des villes moyennes
- Situation de relative autonomie alimentaire, y compris en temps de crise sanitaire
- Méconnaissance des produits locaux voués à l'exportation des produits « made in Italy »

Résilience = Refondation du système sanitaire

« La refondation du système sanitaire est la priorité du pays »

50 Gouvernement du Canada, mai 2020, Liens de dépendance du Canada en matière de sécurité alimentaire

En France, une prise de conscience généralisée couplée à une volonté de créer des modèles alternatifs semble être renforcée par la crise. La prise de conscience est *a minima* individuelle.



FRANCE

Yuna Chiffolleau, universitaire

Eléments de contexte :

- Centralisation des politiques publiques agricoles
- Mise en place des Projets Alimentaires Territoriaux (PAT) visant à redonner une marge de manœuvre aux territoires
- Préexistence d'une crise sociale (gilets Jaunes, réforme des retraites...)

Résilience = Transition alimentaire (écologique et sociale),
une prise de conscience individuelle et collective

« La crise est source de transitions ; c'est une étape indispensable du processus de transition qui commence par une prise de conscience individuelle pour ensuite permettre la mise en place d'action collective ».

Prise de conscience globale couplée à une volonté de créer des modèles alternatifs

Renforcement de la méfiance à l'égard de l'Etat par la crise sanitaire

Utilisation renforcée des circuits courts durant la crise sanitaire, avec les initiatives spontanées d'achats groupés à des producteurs locaux.

Explosion des pratiques de jardinage avec le confinement, forte augmentation des achats chez les pépiniéristes, consultation des moocs sur la cueillette des plantes sauvages

2.4. Conclusion

La crise a mis en évidence des réponses similaires dans tous les pays, comme l'adaptation des circuits de distribution permettant d'éviter une pénurie alimentaire. Elle révèle aussi un accroissement global des inégalités face à l'accès à une alimentation en quantité et qualité suffisante. Par contre, la différence se situe au niveau des acteurs impliqués dans les dynamiques d'adaptation à la crise, ainsi que leur mode de fonctionnement. Les contextes culturels et socio-économiques des pays ont un impact important sur la priorisation de chacun des enjeux et sur la perception de la notion de résilience.

Chapitre 3 : Pistes d'actions opérationnelles

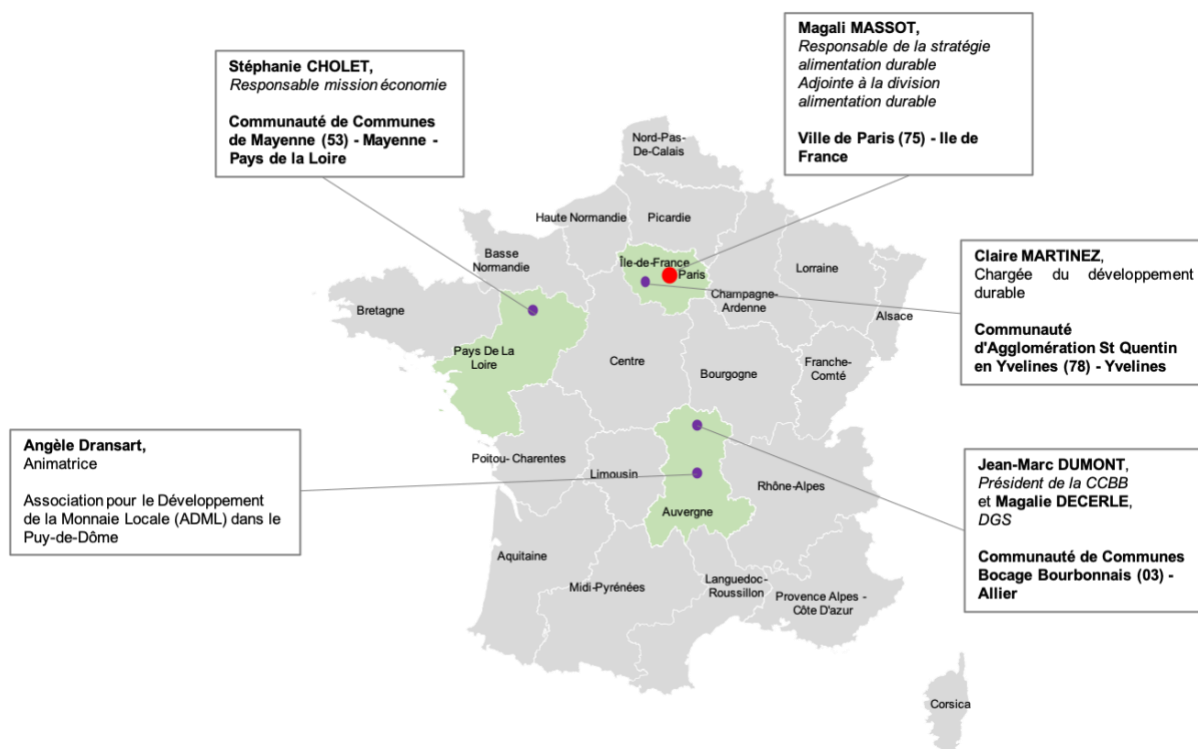
A travers les différents entretiens menés auprès de collectivités territoriales, d'enseignants-chercheurs et des lectures documentaires, nous avons dégagé un certain nombre d'actions opérationnelles correspondant aux enjeux identifiés dans notre synthèse (Chapitre 1).

Nous vous présentons donc ci-dessous un ensemble de tableaux et leur corollaire en schéma. Nous avons souhaité, dans nos tableaux, avoir une liste détaillée des actions que nous avons pu répertorier et aussi partager l'ensemble de ces actions de manière plus visuelle avec les informations qui nous semblaient les plus essentielles, sous forme de schéma. Pour chacun des enjeux, nous avons identifié des menaces et des sous-enjeux. Nous y avons rattaché des actions opérationnelles pour lesquelles nous avons montré les conditions de réussite et de remobilisation pour pérenniser ou reproduire ces actions sur d'autres territoires ou dans d'autres circonstances.

Tableau : liste des personnes et des collectivités territoriales interrogées et résumé des lignes directrices adoptées pour appliquer les actions en local

Prénom, NOM <i>Fonction</i>	Collectivité concernée	Résumé de la ligne directrice adoptée pour appliquer les actions
Magali MASSOT, <i>Responsable de la stratégie alimentation durable</i> <i>Adjointe à la division alimentation durable</i>	Ville de Paris (75) - Ile de France	Pour répondre aux besoins des plus précaires, la Ville a mis en place un certain nombre d'actions dans l'urgence pour permettre aux populations fragiles d'avoir accès à l'alimentation.
Stéphanie CHOLET, <i>Responsable mission économie</i>	Communauté de Communes de Mayenne (53) - Mayenne - Pays de la Loire	La Communauté de Communes de Mayenne a surtout mis en avant des mesures économiques pour accompagner les TPE et PME du territoire.
Jean-Marc DUMONT, <i>Président de la CCBB</i> et Magalie DECERLE, <i>DGS</i>	Communauté de Communes Bocage Bourbonnais (03) - Allier	La Communauté de Communes du Bocage Bourbonnais a mis en oeuvre des mesures économiques pour répondre aux besoins locaux et des mesures sociales auprès des familles et des plus démunis.
Claire MARTINEZ, Chargée du développement durable	Communauté d'Agglomération St Quentin en Yvelines (78) - Yvelines	L'action que nous pouvons mettre en avant de la Communauté d'Agglomération de St Quentin en Yvelines est le développement des circuits courts.
Angèle DRANSART, Animatrice	Association pour le Développement de la Monnaie Locale (ADML) dans le Puy-de-Dôme	L'ADML a mis en oeuvre des mesures économiques pour répondre aux besoins locaux de ses adhérents et a démarché les producteurs en circuit-court pour les rapprocher des consommateurs.

Le territoire français métropolitain et les situations géographiques des collectivités territoriales interrogées



3.1. Enjeu 1 : Maintenir le fonctionnement de la chaîne de valeur alimentaire

Durant la crise, nous avons constaté que la chaîne de valeur alimentaire a été perturbée à différents niveaux, nécessitant la mise en œuvre d'actions concrètes pour lutter contre le gaspillage alimentaire, pour maintenir la production, pour venir en aide au plus démunis, etc... Les acteurs publics et privés se sont réunis pour mettre en œuvre un certain nombre d'actions pour répondre aux menaces mises en évidence par la crise. Les consommateurs n'ont pas été en reste et ont eux aussi, à leur manière, participé à rendre leur consommation de produits locaux plus aisée. Ci-dessous des exemples d'actions concrètes relevées :

Menaces	Fermeture des restaurants collectifs
Le diagramme illustre la fermeture des restaurants collectifs (exemple en France et en Argentine) et ses conséquences. À gauche, la fermeture entraîne l'écoulement des stocks de la cuisine centrale. À droite, elle entraîne la nécessité de nourrir les enfants qui n'ont plus accès au repas de la cantine. Écouler les stocks de la cuisine centrale : Où : Echelle intercommunale, Echelle communale. Qui : Acteurs publics, Cuisine centrale. Comment : Réactivité des acteurs, Flexibilité dans la réorganisation des tâches. Exemple d'action : transformation de produits, congélation, livraison. Nourrir les enfants qui n'ont plus accès au repas de la cantine : Où : Echelle intercommunale, Echelle du quartier. Qui : Restaurants, Cuisine centrale. Comment : Flexibilité dans la part des structures, Solidarité, Identification des besoins. Exemple d'action : distribution de repas.	
Sous-enjeux	Écouler les stocks des cuisines centrales
Actions	Transformation de produits déjà commandés, congélation, portage de repas à domicile pour les personnes en difficultés (âgées ou handicapées)
Acteurs	Acteurs publics locaux et cuisine centrale en régie
Clé de la réussite	- Fonctionnement de la cuisine centrale en régie - Réactivité de la structure - Possibilités de stockage
Source	Témoignages Webinaire Un plus Bio « Et maintenant on fait quoi à manger ? »
Sous enjeux	Nourrir les enfants
Actions	Distribution de repas par les cantines scolaires aux enfants les plus précaires (Argentine) Projet de distribution de repas pour les enfants ne pouvant pas revenir à l'école (France).
Acteurs	Acteurs publics locaux en charge de la restauration scolaire Acteurs privés du quartier (Argentine)
Clé de la réussite	- Connaître les besoins des familles - Menus adaptés aux besoins pour éviter le gaspillage - Flexibilité de la cuisine centrale - Disponibilité des personnels

	- Solidarité
Source	Témoignages Luciano Coppelo et Christophe Albaladejo (Argentine) Témoignages Webinaire Un plus Bio « Et maintenant on fait quoi à manger ? »

Menaces	Dépendance à la main d'œuvre étrangère
Sous-enjeux	Remplacer la main d'œuvre
Actions	Appel de gouvernements à aller travailler dans les exploitations agricoles
Acteurs	Etat (France, Canada)
Clé de la réussite	- Sensibilisation des populations aux thématiques agricoles - Reconnaissance de l'emploi agricole par les gouvernements - Disponibilité en main d'œuvre locale - Formation de la main d'œuvre « d'urgence »
Source	- Témoignage Martin Cloutier (Canada) - Informations recueillies dans les médias durant le confinement (France)
Actions	Régularisation des travailleurs immigrés
Acteurs	Etat (Italie)
Clé de la réussite	- Décision politique - Vote au Parlement
Source	Témoignage Rosalia Filippini (Italie)

Menaces	Fermeture des frontières et réduction des échanges
	The diagram illustrates the impact of border closure and trade reduction. A central box labeled "Ecouler la production prévue à l'export" is connected to three main components: "Où" (Echelle régionale), "Qui" (Consommateurs, Acteurs privés : commerçants), and "Comment" (Flexibilité des commerçants, Solidarité entre acteurs). A red box above the central box indicates "Fermeture des frontières et réduction des échanges" with "Exemple du Cameroun". A yellow box below the central box mentions "Exemple d'action : vente sur les marchés intérieurs".
Sous-enjeux	Écouler la production prévue à l'exportation
Actions	Vente des produits d'export sur les marchés intérieurs (Cameroun).
Acteurs	Acteurs privés et citoyens à l'échelle régionale
Clé de la réussite	- Flexibilité des commerçants - Solidarité entre les acteurs
Source	Témoignage Hervé Tchekoté (Cameroun)

Menaces	Non distribution des produits locaux par les GMS *Communauté de Communes
Sous-enjeux	Trouver des points de vente pour les producteurs
Actions	Intervention d'élus et d'institutionnels auprès des GMS du territoire de la CC du Bocage Bourbonnais pour qu'elles distribuent des produits d'élevage locaux.
Acteurs	Acteurs publics à l'échelle intercommunale et départementale de l'Allier (03)
Clé de la réussite	- Communication et coordination entre les acteurs (DDT, préfecture, GMS) - Sensibilisation à l'importance de l'approvisionnement local dans les GMS
Source	Communauté de commune du Bocage Bourbonnais (Président et DGS de la CC)

3.2. Enjeu 2 : Enjeux sociaux et de précarité alimentaire

La crise du covid-19 a surtout mis en évidence l'accentuation de la pauvreté des personnes les plus précaires. Le confinement subit des populations et les pertes de salaire engendrées ont mis des familles dans des situations particulièrement délicates. Les mesures de l'État, l'entraide ainsi que le travail des associations ont été au secours des personnes les plus faibles, ci-dessous des exemples d'actions concrètes relevées :

Menaces	Augmentation de la précarité économique et donc alimentaire (liée à une baisse des revenus, une hausse des prix)
	Augmentation de la précarité économique et donc alimentaire (liée à une baisse des revenus, une hausse des prix) Réorganiser la distribution de l'aide alimentaire Où : Echelle nationale, Echelle communale Qui : Acteurs privés, Acteurs publics, Cuisine centrale, Intervention de l'État Comment : Réactivité des acteurs, Outils déjà performants (base de données, communication) Exemples d'actions : distribution de paniers d'aliments de première nécessité par l'État (Argentine), par des associations (France), appels de bénévoles... Aider financièrement les personnes en difficulté Où : Echelle nationale, Echelle départementale Qui : Acteurs publics (État), Acteurs privés (associations) Comment : Coordination acteurs privés et publics, Partenariats préexistants, Dispositifs de gestion de crise préexistants Exemples d'actions : mise en place de subventions et de chèques-services (39 millions d'€) en France, gel de prix en Argentine, fonds d'aides au Cameroun, bonification de 50% sur la conversion euro/monnaie locale pour les personnes précaires souhaitant consommer local et responsable...
Sous-enjeux	Réorganiser la distribution de l'aide alimentaire
Actions	Distribution d'alimentation et de paniers repas par les associations (France).
Acteurs	Acteurs publics et privés à l'échelle communale, partenariat entre les associations de l'aide alimentaire et la collectivité
Clé de la réussite	- Préparation des repas dans les cuisines centrales municipales - Aide financière aux associations qui organisent la distribution des paniers repas aux plus précaires - Appel aux dons pour faire face à la hausse de la demande Réactivité des acteurs publics et privés
Source	Communauté de commune du bocage bourbonnais (03)
Actions	Distribution de paniers d'aliments de première nécessité par l'État (Argentine).
Acteurs	Acteurs publics à l'échelle nationale
Clé de la réussite	- Réactivité de l'État - Volonté d'intervention du gouvernement
Source	Témoignage Luciano Copello et Christophe Albaladejo (Argentine)
Actions	Mise en place de réseau de bénévoles pour aider les personnes isolées
Acteurs	Acteurs publics et privés à l'échelle locale
Clé de la réussite	- Utilisation des outils/ressources de la collectivité territoriale pour lancer un appel au bénévolat

	- Mise en relation entre bénévoles et personnes isolées à travers des plateformes numériques - Maraudes et échanges réguliers avec les populations pour identifier les personnes isolées en difficultés
Source	Ville de Paris
Actions	Réorganisation de la distribution alimentaire (France) et appui sur les associations existantes (Centr'aid pour Montréal au Canada).
Acteurs	Acteurs publics et privés à l'échelle locale
Clé de la réussite	- Appel aux bénévoles plus jeunes par la collectivité - Accès à des locaux répondant aux mesures sanitaires - Coordination entre les acteurs privés et publics - Mise en place de panier-repas plus riches (qualité alimentaire)
Source	Ville de Paris Témoignage Martin Cloutier (Canada)
Actions	Mise en place de paniers d'essentiels pour les foyers modestes (20€ pour 10 kg de fruits et légumes)
Acteurs	Acteurs publics et privés à l'échelle locale (directive de la collectivité territoriale vers les gestionnaires des marchés en lien avec Rungis)
Clé de la réussite	- Constitution des paniers par les gestionnaires des marchés (en lien avec Rungis) - Recensements des foyers avec l'aide des gestionnaires de logements sociaux
Source	Ville de Paris
Sous-Enjeu	Aider financièrement les personnes en difficulté
Actions	Mise en place de subventions et de chèques-services (39 millions d'€) en France distribués aux associations, CCAS, CCIS
Acteurs	Etat
Clé de la réussite	- Bonne coordination entre les acteurs pour identifier les bénéficiaires (CAF pour les foyers modestes, Crous pour les étudiants) - Utilisation de bases de données existantes pour recenser les besoins
Source	Article Les Echos, 23 avril 2020 des Echos par Joël Cossardeaux
Actions	Création d'un bonus social à la conversion pour la monnaie locale La Doume : bonification de 50% sur la conversion euro/monnaie locale pour les personnes précaires souhaitant consommer local et responsable (préexistant à la crise dans le Puy-de-Dôme)
Acteurs	Acteurs privés à l'échelle départementale (Association pour le Développement des Monnaies Locales ADML 63)
Clé de la réussite	- Partenariat d'acteurs préexistants (Direction départementale de la cohésion sociale, Clermont Métropole, Mission locale, associations) - Dispositif préexistant qui peut être déclenché facilement - Communauté suffisante adhérente à la monnaie locale
Source	ADLM 63
Actions	Contrôle des prix des produits de première nécessité (Argentine)
Acteurs	Etat (Argentine)
Clé de la réussite	- Etat en capacité de pouvoir geler les prix (décision politique) - Habitants ayant accès au réseau internet pour vérifier les prix en direct - Création d'une application mobile permettant le contrôle des prix par les citoyens
Source	Témoignages Luciano Coppelo et Christophe Albaladejo (Argentine)

Actions	Fonds d'aide mis en place par des grandes entreprises et un don spécial de 2 millions de francs CFA acheminé par les départements (Cameroun)
Acteurs	Acteurs privés à l'échelle nationale (grandes entreprises du pays) en coordination avec les acteurs publics
Clé de la réussite	- Coordination entre acteurs publics et privés - Faire en sorte que cet argent atteigne les populations
Source	Témoignage Hervé Tchekote (Cameroun)

Menaces	Difficultés économiques des producteurs et artisans
Sous-enjeux	Soutenir financièrement les producteurs et artisans pour le maintien de leur activité
Actions	Avance de trésorerie par le fond de réserve des monnaies locales (4000€ / entreprise dans le Puy de Dôme)
Acteurs	Acteurs privés à l'échelle départementale (Association pour le Développement des Monnaies Locales ADML 63)
Clé de la réussite	- Fonds de réserves préexistants - Présence du bénéficiaire depuis au moins 1 an dans le réseau monnaie locale - Chèques en euros encaissés à retardement par l'association gestionnaire de la monnaie locale
Source	ADML 63

3.3. Enjeu 3 : Adaptation des modes de consommation

Durant la crise sanitaire, le confinement général des populations a changé ou bien fait évoluer le mode d’approvisionnement et de consommation de certains. Ces évolutions ont engendré un boom de la consommation, ci-dessous des exemples d’actions concrètes relevées :

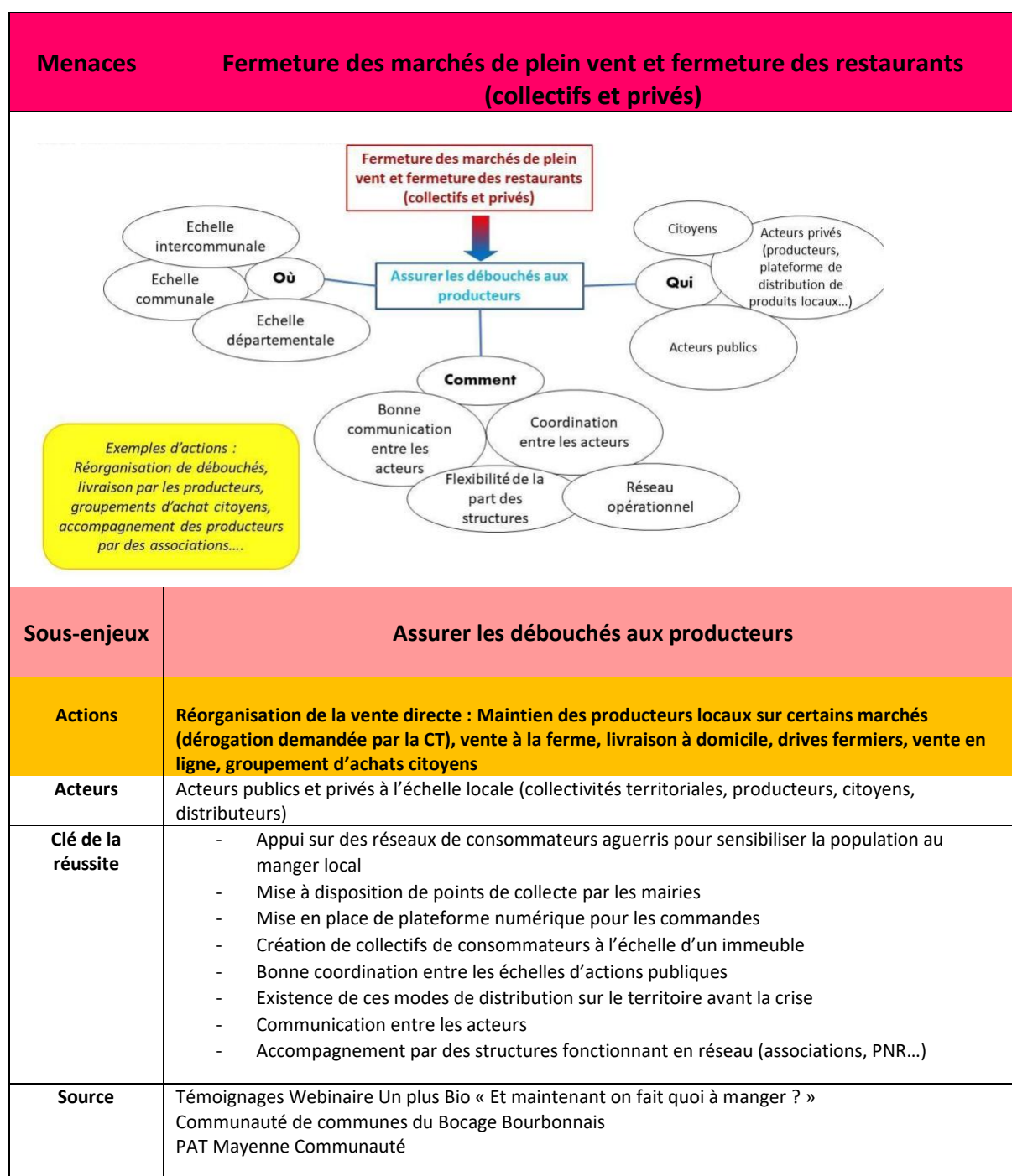
Menaces	Manque d’informations sur la disponibilité en produits locaux en vente directe
Sous-enjeux	Orienter les consommateurs vers de l’achat local
Actions	Création d’un guide des artisans boulangers, magasins de proximité, restaurants, producteurs en circuits-courts, marchés de plein vent
Acteurs	Acteurs publics à l’échelle intercommunale (agent technique de la CC du Bocage Bourbonnais)
Clé de la réussite	- Bonne connaissance du territoire - Réactivité - Identifier les moyens de publication qui touchent le plus de monde - Réseaux sociaux
Source	Communauté de communes du Bocage Bourbonnais
Actions	Cartographie des points de vente directe du territoire
Acteurs	Acteurs publics et privés à l’échelle communale, intercommunale, départementale, PNR, régionale
Clé de la réussite	- Bonne coordination entre les acteurs à différentes échelles pour éviter la redondance des informations - Bonne connaissance des acteurs privés par les acteurs publics - Diffusion par les acteurs publics
Source	Témoignages Webinaire Un plus Bio « Et maintenant on fait quoi à manger ? » (PNR Vercors) Témoignages PAT Pays de la Loire Communauté de communes du Bocage Bourbonnais

Actions	Création d'un document sur le manger local avec la liste des points de vente directes sur le territoire à destination de tous les citoyens du territoire.
Acteurs	Acteurs publics à l'échelle intercommunale
Clé de la réussite	- Bonne relation entre les acteurs du territoire - Réactivité des acteurs - Sensibilisation des populations engagée avant la crise
Source	CA de Saint Quentin en Yvelines
Actions	Création de paniers de produits locaux pour les habitants
Acteurs	Acteur privé à l'échelle communale (un restaurateur de la commune)
Clé de la réussite	- Utilisation des réseaux sociaux pour communiquer sur les produits disponibles - Grande flexibilité - Connaissance pointue du territoire et relation déjà construite avec les producteurs
Source	- Restaurateur privé interviewé dans le cadre du PAT
Actions	Ouverture de nouveaux de points de livraisons pour faire face à la hausse de la demande pour les drives fermiers
Acteurs	Acteurs privés à l'échelle locale (producteurs du drive fermier 03)
Clé de la réussite	- Réorganisation du mode de fonctionnement - Adaptation et flexibilité - Assurer le service après-vente pour fidéliser les consommateurs
Source	Communauté de commune du Bocage Bourbonnais
Actions	Sollicitation des agriculteurs directement par les consommateurs
Acteurs	Acteurs privés (citoyens) à l'échelle locale
Clé de la réussite	- Forte sensibilisation des consommateurs - Bonne connaissance des producteurs locaux par les consommateurs - Collectif de consommateurs déjà bien présent
Source	Sancy (03)

Menaces	Fermeture restaurants privés
Fermeture de restaurants privés ↓ Maintien économique des restaurants Où : Echelle intercommunale, Echelle communale Qui : Citoyens, Acteurs privés (restaurateurs, développeurs web...) Comment : Réactivité de la part des établissements, Réseau 3G / 4G et utilisation d'outil numérique <i>Exemples d'actions : Livraison de repas à domicile par les restaurateurs, développement d'applications de livraison en Argentine</i>	
Sous-enjeux	Maintien économique des restaurants
Actions	Livraison des repas à domicile (Canada) avec des plateformes (Uber eats & Co)
Acteurs	Acteurs privés à l'échelle locale
Clé de la réussite	- Assise de l'ubérisation de la livraison des repas - Clés de réussite sur LT : revoir la relation de travail
Source	Témoignage Martin Cloutier (Canada)
Actions	Livraison de courses et de plats cuisinés à domicile par les restaurateurs dans les territoires ruraux
Acteurs	Acteurs privés à l'échelle communale (Noyant d'Allier 03)
Clé de la réussite	- Utilisation des réseaux sociaux et communication avec mise de prospectus dans les boîtes aux lettres par les restaurateurs - Aide des mairies dans les communes rurales
Source	Communauté de communes du Bocage Bourbonnais
Actions	Mise en place d'une application de livraison type Deliveroo à l'échelle de la commune par les citoyens : 25delivery (Argentine)
Acteurs	Acteurs privés à l'échelle communale (développeurs web, restaurateurs, citoyens)
Clé de la réussite	- Réseau 3G/4G - Sensibilité de la part des habitants pour l'utilisation de ces applications - Réactivité des restaurateurs et des développeurs
Source	Témoignage Luciano Coppelo (Argentine)

3.4. Enjeux multiples : Maintenir le fonctionnement de la chaîne de valeur alimentaire et adapter des modes de consommation

La fermeture des marchés de plein vent, des restaurants collectifs et la réduction des activités des MIN, conséquences du confinement des populations et de l'arrêt de l'activité économique, ont fait ressortir un fort enjeu de stocks qui ne pouvaient plus être écoulés normalement. Les acteurs publics et privés ont donc été imaginatifs et ont fait preuve d'une forte capacité d'adaptation. Les consommateurs ont su réadapter leur mode de consommation, ci-dessous des exemples d'actions concrètes relevées :



Actions	Réorganisation des plateformes d'approvisionnement de la restauration collective vers la vente aux consommateurs grâce à des groupements d'achats citoyens
Acteurs	Acteurs privés locaux – plateforme logistique d'approvisionnement de la restauration collective
Clé de la réussite	- Flexibilité de la structure - Communication efficace - Organisation des consommateurs entre eux - Assurer un débouché aux producteurs
Source	Témoignages Webinaire Un plus Bio « Et maintenant on fait quoi à manger ? » (Manger Bio Isère)
Actions	Création d'une application par une exploitation agricole pour organiser la livraison à domicile de produits frais (Brésil)
Acteurs	Acteurs privés à l'échelle local (producteur)
Clé de la réussite	- Adaptabilité de la ferme et compétences pour produire une application - Avoir un bon réseau pour diffuser l'application et atteindre les consommateurs
Source	Témoignage Vanessa Iceri (Brésil)
Actions	Accompagner les producteurs dans leur recherche de solutions de distributions locales
Acteurs	Acteurs publics à l'échelle locale
Clé de la réussite	- Relation préexistante entre les acteurs publics et les agriculteurs du territoire - Apporter des solutions opérationnelles en cas de besoin
Source	Communauté d'agglomération de Saint Quentin en Yvelines
Actions	Soutien des agriculteurs par les associations locales
Acteurs	Acteur privé à l'échelle départementale
Clé de la réussite	- Avoir déjà un carnet d'adresse et une relation approfondie avec les producteurs - Avoir la capacité de communiquer auprès des consommateurs
Source	ADML 63

Menaces	Réduction de l'activité des MIN
Diagram illustrating the reduction of MIN activity. A central box "Trouver des débouchés alternatifs" is connected to "Où" (Echelle intercommunale, Echelle communale), "Qui" (Acteurs privés (producteurs...), Acteurs publics), and "Comment" (Adaptabilité des producteurs, Réactivité des communes pour aider les producteurs). A yellow box provides an example: "Exemple d'action : Marchés de plein vent réduits mais maintenus..."	
Sous-enjeux	Trouver des débouchés alternatifs
Actions	Vente sur les marchés de plein vents maintenue dans les petites communes
Acteurs	Acteurs privés à l'échelle locale (producteurs de l'Allier)
Clé de la réussite	- Adaptabilité des producteurs - Réactivité des communes pour leur trouver une place sur les marchés
Source	Communauté de commune du Bocage Bourbonnais

3.5. Enjeux multiples : Maintenir le fonctionnement de la chaîne de valeur alimentaire, enjeux sociaux liés à la précarité alimentaire et adaptation des modes de consommation

Comme nous l'avons maintes fois démontré plus haut, des alternatives ont dû être trouvées pour limiter le gaspillage alimentaire, ci-dessous des exemples d'actions concrètes relevées :

Menaces	Gaspillage de la production
Gaspillage de la production Trouver des alternatives Où - Echelle intercommunale - Echelle communale Qui - Acteurs privés (producteurs, organisme de défense et de gestion, GMS...) - Acteurs publics (INAO, métropoles...) Comment - Réactivité des acteurs - Flexibilité de la filière - Pouvoir d'influence de la collectivité Exemples d'actions : Sollicitation des GMS pour distribuer leurs invendus à des associations d'aide alimentaire, conditions de fabrication modifiées pour certaines AOP....	
Sous-enjeux	Trouver des alternatives pour limiter le gaspillage
Actions	Sollicitation des GMS pour distribuer leurs invendus à des associations d'aide alimentaire
Acteurs	Acteurs publics à l'échelle de la métropole pour des partenariats publics-privés
Clé de la réussite	- Réactivité de la collectivité - Pouvoir d'influence de la collectivité - Communication entre les acteurs territoriaux - Coordination entre acteurs publics et privés
Source	Ville de Paris
Actions	Condition de fabrication modifiées (AOP Comté)
Acteurs	Acteurs privés (organisme de défense et de gestion, producteurs) et acteurs publics (INAO) pour la filière Comté AOP à l'échelle de l'aire géographique protégée
Clé de la réussite	- Flexibilité de la filière - Communication entre les différents acteurs - Réactivité et inventivité
Source	Témoignage Yuna Chiffolleau France Agricole, "Des fromages sous appellations s'adaptent au coronavirus"

Conclusion générale

Ce travail de synthèse et d'analyse des enjeux du fonctionnement des systèmes alimentaires en temps de crise en France et à l'étranger met en exergue un certain nombre d'éléments permettant aux différents territoires de questionner leur résilience.

Face au choc de la crise, le système a tenu.

A noter que les expériences qui semblent avoir été particulièrement concluantes ont eu lieu sur des territoires qui étaient déjà dans des dynamiques relationnelles fortes et construites depuis plusieurs années. Cela semble un facteur clé de réussite. Les territoires où les acteurs étaient déjà en relation les uns avec les autres ont permis de recenser rapidement les besoins et d'appliquer des solutions plus efficaces. La coordination des acteurs privés entre eux, les partenariats entre acteurs publics et privés ou bien l'approche des acteurs agricoles par les consommateurs sur certains territoires démontrent de liens solides construits avant la crise. Les acteurs privés et associatifs, de par leur adaptabilité et leur flexibilité, mais aussi par la connaissance de leur territoire et des liens qu'ils entretiennent déjà avec celui-ci, ont pu rester ouverts, écouler leur stock, vendre leurs produits, venir en aide aux personnes les plus en difficulté, etc.

Nous avons néanmoins constaté des inégalités en termes de gestion de crise. Certes les territoires les plus réactifs étaient ceux qui avaient des liens bien établis entre les acteurs et un fonctionnement en réseau opérationnel antérieur au contexte de crise, mais nous avons également pu souligner que pour certaines populations, l'accès à l'alimentation avait été fortement fragilisé. Les personnes les plus démunies ont été les plus paralysées par les restrictions sanitaires, comme nous l'avons vu dans le cas de l'Argentine et des habitants des "favelas". L'équation "pas de travail, pas de nourriture" a été vraie pour un grand nombre de ces personnes. L'État est intervenu pour planifier des distributions de paniers, mais nous pouvons interroger l'efficacité de ces actions dans le cas d'un pays cristallisant une crise économique depuis plusieurs années. A contrario dans le cas du Cameroun, nous avons pu relever que les faiblesses des institutions politiques dans la gestion de la crise Covid-19 a été palliée par des acteurs privés, tels que des associations et des grandes entreprises. Au Brésil, ce sont les gouverneurs qui se sont substitués au pouvoir central. La sécurité alimentaire reste un enjeu pour ces pays, mais aussi pour tous les pays étant dans des schémas d'interdépendance commerciale pour leur approvisionnement. C'est dans ce contexte que la notion de résilience alimentaire des territoires se pose.

Comme évoqué lors du débat et de la prise de recul à la suite de notre présentation, nous pouvons également nous demander à "quel prix" la quête de résilience des territoires peut-elle être menée ? Lorsque nous avons questionné les intervenants sur cette notion, nous avons relevé que les enjeux sociaux sont souvent mentionnés et qu'elle dépend du contexte culturel et sociopolitique dans lequel elle se joue. La définition de la résilience n'est donc pas unique et va toucher à des enjeux spécifiques aux territoires. Elle va dépendre de la capacité d'adaptation d'une population donnée, en particulier quand elle doit faire face à des changements involontaires et rapides, typiques des temps de crise.

Ainsi, bien que les systèmes alimentaires semblent avoir tenu bon à travers le monde, nous pouvons nous demander si le gaspillage massif de lait au Canada, l'exposition des infirmiers, des travailleurs pauvres et précaires travaillant sur la chaîne logistique (conducteur, manutentionnaire, caissier) ou la distribution de nourriture peu qualitative de l'aide alimentaire nous permettent de les qualifier de "résilients". Les systèmes ont tenu le choc mais qu'en sera-t-il en automne, quand les récoltes et la production n'auront pas pu se faire dans les conditions habituelles, que la crise économique va très

probablement s'accroître dans de nombreux pays qui se sont endettés pour faire face à la pandémie et continuer d'alimenter les crises sociales préexistantes ?

Il semblerait donc qu'un système résilient puisse être socialement défaillant, il ne faudrait pas le dissocier de l'éthique et de la notion d'égalité.⁵¹ D'autant que, comme nous l'avons vu, le fonctionnement des systèmes alimentaires en temps de crise dépend de la qualité des relations entre les acteurs et que la plupart des pays se trouvent dans des contextes économiques et politiques tendus. Rendre nos systèmes plus résistants aux crises successives, sans que cela se fasse au détriment d'une partie de la population ou de leur environnement, sera plus que jamais le défi à relever pour les acteurs porteurs de ces missions, afin d'assurer la stabilité des pays et la résilience des territoires.

51 Les Greniers d'abondance, février 2020, Vers la résilience alimentaire, p.39

Bibliographie

Lectures

Baché, D., 3 avril 2020. *Coronavirus : le PAM s'inquiète des risques de pénurie alimentaire*, Radio France Internationale, <http://www.rfi.fr/fr/%C3%A9conomie/20200403-coronavirus-le-pam-sinqui%C3%A8te-risques-p%C3%A9nurie-alimentaire>.

Baruch, J., Breteau, P., Dagorn, G., Ferrer, M., Dahyot, A., Sanchez, L., 5 mai 2020. *Coronavirus : visualisez l'évolution de l'épidémie en France et dans le monde*, Le Monde https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2020/05/05/coronavirus-age-mortalite-departements-pays-suivez-l-evolution-de-l-epidemie-en-cartes-et-graphiques_6038751_4355770.html?utm_source=old_tracker

Battaglia, M., 25 mai 2020. *Sans cantine scolaire, la fracture alimentaire s'étend à de nouveaux parents*, Le Monde, https://www.lemonde.fr/societe/article/2020/05/25/sans-cantine-scolaire-la-fracture-alimentaire-s-etend-a-de-nouveaux-parents_6040676_3224.html

Bessaoud, O., Candau, M., et al., 10 avril 2020. *Pandémie du coronavirus et autonomie alimentaire : actualité et nécessité d'une re-territorialisation des systèmes alimentaires - 16 académiciens lancent un appel à reterritorialiser nos systèmes alimentaires*, Académie d'Agriculture de France, <https://www.agrobiosciences.org/agriculture-115/article/16-academiciens-lancent-un-appel-a-reterritorialiser-nos-systemes-alimentaires#.XuxyiGgzY2w>.

Clément, G., 22 avril 2020. *Stratégie de la peur - le regard de Gilles Clément sur l'actualité*, Botanique Jardins Paysages, <https://www.botanique-jardins-paysages.com/strategie-de-la-peur/>.

Confédération Paysanne, 2007. *Souveraineté Alimentaire : nos positions - Un nouveau droit à conquérir*, https://confederationpaysanne.fr/mc_nos_positions.php?mc=44.

Couvelaire, L., Costil, M., Papin, D., Gittus, S., Dumas, E. et Dédé, 17 mai 2020, *Coronavirus : une surmortalité très élevée en Seine-Saint-Denis* https://www.lemonde.fr/societe/article/2020/05/17/coronavirus-une-surmortalite-tres-elevee-en-seine-saint-denis_6039910_3224.html

Cossardeaux, J., 23 avril 2020. *Coronavirus : une rallonge de 39 millions d'euros pour les plus précaires*, Les Echos, <https://www.lesechos.fr/politique-societe/societe/coronavirus-une-rallonge-de-39-millions-deuros-pour-les-plus-precaires-1197643>

Detroyat, O., 10 mai 2020. *Agriculture, le flop du recrutement de cueilleurs amateurs*. Le Figaro, <https://www.lefigaro.fr/conjoncture/agriculture-le-flop-du-recrutement-de-cueilleurs-amateurs-20200510>

Et maintenant on fait quoi à manger?, compte-rendu du deuxième atelier virtuel "A table !", Les Ateliers virtuels de l'Alimentation, Centre-Est, Un Plus Bio, 19 mai 2020, <https://www.unplusbio.org/>.

FMCG and Retail, 08 avril 2020. *La santé du bio en France au révélateur du COVID-19*, Nielsen, <https://www.nielsen.com/fr/fr/insights/article/2020/la-sante-du-bio-en-france-au-revelateur-du-covid-19/>.

Gajevic Sayegh, A., 18 mai 2020. *Dossier Les visages de la pandémie - Du virus au climat*. La vie des idées, <https://laviedesidees.fr/Du-virus-au-climat.html>.

Gemenne, F., 10 avril 2020. *Habiter la Terre au temps des pandémies*, AOC Opinion, <https://aoc.media/opinion/2020/04/09/habiter-la-terre-au-temps-des-pandemies/>.

Gouvernement du Canada, mai 2020, *Liens de dépendance du Canada en matière de sécurité alimentaire* <https://www.agr.gc.ca/fra/secteur-agroalimentaire-canadien/liens-de-dependance-du-canada-en-matiere-de-securite-alimentaire/?id=1590408337407>

ISF - Agrista, Réseau CIVAM, 18 mai 2020. *Créons une sécurité sociale de l'alimentation pour enrayer la faim*, Reporterre, <https://reporterre.net/Creons-une-securite-sociale-de-l-alimentation-pour-enrayer-la-faim>.

L'Express, 01 avril 2020. *Avec le coronavirus, le risque d'une crise alimentaire mondiale*. L'Express, https://www.lexpress.fr/actualite/monde/avec-le-coronavirus-le-risque-d-une-crise-alimentaire-mondiale_2122599.html

L'obs avec AFP, 6 mai 2020. *Fruits, légumes, viande... Dans toute l'Europe, le prix des produits frais s'est envolé.* L'Obs, <https://www.nouvelobs.com/coronavirus-de-wuhan/20200506.OBS28428/fruits-legumes-viandes-dans-toute-l-europe-le-prix-des-produits-frais-s-est-envole.html>

Laidi, A., 22 mai 2020. *Alerte sur la sécurité alimentaire : des collapsologues préconisent de rompre avec la globalisation agricole*, France 24, <https://www.france24.com/fr/20200523-alerte-sur-la-s%C3%A9curit%C3%A9-alimentaire-des-collapsologues-appellent-%C3%A0-l-adoption-de-strat%C3%A9gies-locales>.

Laidi, A., 24 mai 2020. *Alerte sur la sécurité alimentaire : Pablo Servigne appelle à ne pas céder au repli sur soi*, France 24, <https://www.france24.com/fr/20200524-alerte-sur-la-s%C3%A9curit%C3%A9-alimentaire-pablo-servigne-appelle-%C3%A0-ne-pas-c%C3%A9der-au-repli-sur-soi>.

Lallemant, F., janvier 2019. *Qu'est-ce qu'un système alimentaire ?* Les greniers d'abondance, www.resiliencealimentaire.org

Latour, B., 30 mars 2020. *Imaginer les gestes barrières contre le retour à la production d'avant-crise*, AOC Opinion.

Laugier, S., Ogien, A., 29 avril 2020. *La démocratie du monde d'après*, Libération, https://www.liberation.fr/debats/2020/04/29/la-democratie-du-monde-d-apres_1786734.

Leblanc, P., Pouch, T., 2019. *Un monde plus instable, radicalement incertain et sans gouvernance réelle : l'agriculture comme démonstration*, Le Demeter 2019, pages 19 à 38.

Lefigaro, 7 mai 2020. *Confinement : Les drive des supermarchés toujours soumis à des ruptures de stock.* <https://www.lefigaro.fr/conso/confinement-les-drive-des-supermarches-toujours-soumis-a-des-ruptures-de-stock-20200507>

Lenglet, F., Mangin, C., 12 mai 2020. *Coronavirus : pommes de terre, bière, vin... Que faire des excédents ?* RTL, <https://www.rtl.fr/actu/conso/coronavirus-pommes-de-terre-biere-vin-que-faire-des-excedents-7800506817>

Le Métayer, M., 24 avril 2020. *La pandémie de coronavirus ravive le débat sur l'autonomie alimentaire de la France*, Ouest France, <https://www.ouest-france.fr/economie/agriculture/la-pandemie-de-coronavirus-ravive-le-debat-sur-l-autonomie-alimentaire-de-la-france-6813619>.

Les Greniers d'abondance, février 2020, *Vers la résilience alimentaire, Faire face aux menaces globales à l'échelle des territoires*

Malsang, I., 12 mai 2020. *Lait, vin, pommes de terre : que faire des excédents de la crise du coronavirus ?* Ouest France, <https://www.ouest-france.fr/economie/agriculture/lait-vin-pommes-de-terre-que-faire-des-excedents-de-la-crise-du-coronavirus-6832549>

Meghraoua, L., 11 avril 2020. *Covid-19 : comment les producteurs agricoles se réorganisent.* Usbek & Rica, <https://usbeketrica.com/article/covid-19-comment-les-producteurs-agricoles-se-reorganisent>

Noisette, N., *Eclairage Covid-19 : une élue rennaise témoigne de son expérience*, RMT Alimentation Locale, <https://www.rmt-alimentation-locale.org/post/eclairage-covid-19-une-%C3%A9lue-rennaise-t%C3%A9moigne-de-son-exp%C3%A9rience>

Paturel, D., et Ndiaye P., Chaire UNESCO, Alimentations du Monde

Programme alimentaire mondial de l'ONU, 21 mai 2020. *Covid-19 : le nombre de gens confrontés à une crise alimentaire doublera en l'absence de mesures rapides*, <https://news.un.org/fr/story/2020/04/1067092>

RMT Alimentation Locale, *Covid-19 et systèmes alimentaires. Manger au temps du coronavirus.* <https://www.rmt-alimentation-locale.org/covid-19-et-alimentation>

Snacking, 7 mai 2020. *Alimentation, il y aura un avant et un après confinement selon les Français*, <https://www.snacking.fr/actualites/tendances/4828-Alimentation-il-y-aura-un-avant-et-un-apres-confinement-selon-les-Francais/>

Stromboni, C., 25 mai 2020. *Aide alimentaire aux étudiants : "C'est dur de venir ici, on n'a pas l'habitude de faire ça..."*, Le Monde, https://www.lemonde.fr/societe/article/2020/05/25/aide-alimentaire-aux-etudiants-c-est-dur-de-venir-ici-on-n-a-pas-l-habitude-de-faire-ca_6040621_3224.html

Tendall, D. M., Joerin, J., Kopainsky, B., Edwards, P., Shreck, A., Le, Q. B., Six, J., 2015. Food system resilience: Defining the concept. *Global Food Security*, 6, 17-23

Valo, M., 5 mai 2020. *Épandage des pesticides : le confinement ravive les tensions entre agriculteurs et riverains*, le Monde, https://www.lemonde.fr/planete/article/2020/05/05/epandage-de-pesticides-le-confinement-ravive-les-tensions-entre-agriculteurs-et-riverains_6038649_3244.html.

Zarachowicz, W., 14 avril 2020, *L'autonomie alimentaire, une illusion ?*, Télérama <https://www.telerama.fr/monde/lautonomie-alimentaire,-une-illusion,n6625821.php>

Vidéos

Forme-toi durable, 11 mai 2020. Covid-19, une opportunité pour une alimentation résiliente ? Youtube, <https://www.youtube.com/watch?v=xpwnneet6g&t=28s>

Interviews

France 24, le : 22/05/2020, *Alerte sur la sécurité alimentaire : des collapsologues préconisent de rompre avec la globalisation agricole* <https://www.france24.com/fr/20200522-alerte-sur-la-s%C3%A9curit%C3%A9-alimentaire-des-collapsologues-pr%C3%A9conisent-de-rompre-avec-la-globalisation-agricole>